



MARDI 18 AOÛT 2020

Août 2020 : La Russie a créé le premier vaccin Covid-19...

- ▶ **Perspectives pour un monde au PIB en déclin – par Dennis Meadows** p.1
- ▶ **L'arc de notre avenir** (John Michael Greer) p.3
- ▶ **Un coup d'œil à novembre prochain** (James Howard Kunstler) p.9
- ▶ **Pouvez-vous cultiver suffisamment de fruits et de légumes pour être autosuffisant ?** (A. Friedemann) p.11
- ▶ **La chute surprenante de la production américaine de pétrole brut** (Steve Rocco) p.12
- ▶ **Risques systémiques globaux et risques d'effondrement : Quels éléments d'analyse scientifique, pour quels types de risques ?** p.15
- ▶ **Guinée Conakry : la course à l'aluminium fait peser de graves menaces sur l'environnement** p.21
- ▶ **La déforestation en Amazonie est liée à l'exportation vers l'Europe de bœuf et de soja, montre une étude scientifique** p.28
- ▶ **Alerte pollution: la quantité de plastique devrait tripler d'ici 2040 dans les océans** p.29
- ▶ **Arithmétique simple : Pourquoi les objectifs d'émissions nettes zéro ne seront jamais atteints par l'énergie éolienne et solaire** p.30
- ▶ **Bien trop d'humains sur une petite planète** (Michel Sourrouille) p.37

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Pour la reprise en forme de « V », c'est fini ! Voyez plutôt celle en forme de Z ! Chute de l'indice Empire State en août** p.39
- ▶ **Marchés: Sommes-nous au bord d'un précipice comme en 2007, 2000, 1987, 1973 ou 1929 ?** p.40
- ▶ **Voici une bombe à retardement avec 3 douzaines de raisons de s'inquiéter.** p.41
- ▶ **Le vent de l'histoire ou du boulet de canon** (F. Leclerc) p.42
- ▶ **Le boom du refinancement des prêts hypothécaires : pourquoi les refis sont-ils si risqués** (Wolf Richter) p.43
- ▶ **Crash du logement 2 : nous n'avons jamais vu les retards de paiement des prêts hypothécaires augmenter aussi rapidement dans l'histoire des États-Unis** (Michael Snyder) p.46
- ▶ **Le plus grand crime contre l'humanité depuis deux siècles** (George Gilder) p.48
- ▶ **La Grande révolte** (Bruno Bertez) p.52
- ▶ **Non à la contrefaçon !** (Bill Bonner) p.53

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Perspectives pour un monde au PIB en déclin – par Dennis Meadows

Source : ClubdeRome.org – Dennis Meadows – Publié pour la première fois en allemand dans [Die Zeit](#)
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

Notre espèce humaine vit sur cette Terre depuis environ 15 000 générations. Jusqu'en 1750, il n'y a eu pratiquement aucune croissance du PIB par personne. Pendant 300 000 ans, la population moyenne n'a connu aucune amélioration globale de son bien-être au cours de sa vie. Ce n'est qu'au cours des 15 dernières générations, soit à peine 0,001 % de l'existence de l'humanité sur Terre, qu'il a été accepté et attendu que la vie pour tous s'améliore continuellement et rapidement.

Amory Lovins a fait remarquer que « *tout ce qui a eu lieu est possible* ». Il est donc certainement possible, socialement et psychologiquement, pour les humains de vivre sans croissance. Mais il est certainement impossible politiquement et économiquement pour les humains de choisir cette option de manière proactive maintenant.

Les politiciens ont besoin de la promesse d'en faire davantage « plus tard » afin de maintenir l'engagement pour des accords qui donnent moins maintenant. Et les financiers ont besoin de la promesse d'en faire davantage « plus tard » pour maintenir la tolérance à l'égard des politiques qui produisent d'énormes inégalités pour la plupart des gens maintenant.

La mascarade du progrès indéfini n'est soutenue aujourd'hui qu'en redéfinissant continuellement la croissance – en donnant de plus en plus de poids aux transactions financières qui ne produisent pas de richesse réelle, en donnant de moins en moins de poids aux aliments, aux services et aux productions de biens qui augmentent la richesse réelle ; plus de poids au coût de la réparation des dommages, moins de poids aux dommages environnementaux qui nuisent à la vie humaine.

En fait, le véritable bien-être de la personne moyenne sur cette planète est en déclin depuis quelques années. Ce fait a été occulté par la création d'une dette massive, il n'est donc pas encore généralement reconnu. Mais au cours de ce siècle, il sera à nouveau largement admis que la société se trouve dans une période de croissance zéro ou négative.

Dire que quelque chose est possible et inévitable ne veut pas dire qu'elle soit facile et rapide.

Il est possible et facile pour une personne soit de se déplacer rapidement à bicyclette, soit de se tenir à côté d'elle une fois à l'arrêt. Mais pour ralentir une bicyclette et en descendre sans se blesser, il faut beaucoup de réflexion et d'habileté.

Un grave obstacle prive la société mondiale des pensées et des compétences nécessaires pour sortir d'une économie de croissance rapide. Les élites dirigeantes actuelles du monde profitent à court terme de la préoccupation générale d'augmenter le PIB et de l'accent étroit mis sur les mesures financières pour atteindre cet objectif.

Comme ces élites sont pour la plupart myopes, elles utiliseront toutes leurs ressources pour bloquer les efforts visant à inverser la croissance, à diversifier les mesures de bien-être social et à réduire leur propre richesse et leur influence. Parce qu'elles ont encore une influence énorme, je m'attends à ce qu'elles réussissent pendant encore quelques décennies.

Cela ne signifie pas que la croissance se poursuivra indéfiniment. Cela signifie plutôt que la fin de la croissance sera imposée à la société par des facteurs échappant au contrôle des élites, tels que la diminution de la disponibilité de l'énergie, la baisse de la qualité des ressources, les perturbations croissantes dues au changement climatique, la baisse des rendements agricoles due à la perte de terres arables, le coût croissant des

services environnementaux – eau potable, air respirable, températures permettant de survivre – et, peut-être, les troubles civils causés par le déclin de la cohésion sociale résultant d'inégalités massives.

Alors, que nous réserve l'avenir ? Au cours des deux prochains siècles, la population du globe, son énergie et sa consommation de ressources vont diminuer – de 50 % ou plus. Le degré de chaos et d'inégalité pendant cette transition dépendra davantage des qualités et des objectifs des dirigeants qui émergeront que des formes spécifiques de gouvernance qui évolueront.

Ces formes vont changer. Il y aura une consolidation au niveau communautaire, car les groupes locaux se réorganisent pour maintenir leurs vies et leurs moyens de subsistance dans les affres de leurs conditions changeantes, en choisissant des politiques qui favorisent la résilience plutôt que celles qui favorisent la croissance. Les modes d'organisation tribaux ont servi notre espèce bien, bien plus longtemps que les alternatives – monarchie, autocratie, oligarchie, démocratie. Je pense qu'ils finiront par l'emporter de nouveau.

Source : ClubdeRome.org – Dennis Meadows – Publié pour la première fois en allemand dans [Die Zeit](http://DieZeit)
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

L'arc de notre avenir

John Michael Greer 29 juillet 2020

[Jean-Pierre : évidemment, les récents événements (Covid-19, finance, pétrole, etc.) lui donne totalement tort sur la vitesse d'effondrement.]



[Image ajoutée par Jean-Pierre : notre futur ne ressemblera pas à cela.]

Dans l'open post de la semaine dernière, j'ai noté que je n'avais rien de particulier de prévu pour ce cinquième mercredi du mois, et j'ai demandé à mes lecteurs ce qu'ils voulaient entendre. De nombreux sujets ont été abordés - entre autres, les romans d'Hermann Hesse, le concept de synchronicité de Carl Jung et la métaphysique du sexe - mais le plus grand nombre de lecteurs ont demandé quelque chose de moins abstrait.

Pendant plus de la moitié des quatorze années que j'ai passées sur mon blog hebdomadaire, mes essais portaient principalement sur l'avenir de la société industrielle, et en particulier sur le train au ralenti mis en marche par la tentative franchement stupide de notre société de poursuivre une croissance économique infinie sur une planète finie. Plus récemment, et surtout à partir de 2015, mon attention s'est portée sur d'autres sujets, mais les questions que j'ai soulevées à cette époque n'ont pas disparu - les convulsions politiques de ces dernières années n'ont fait que détourner l'attention. Beaucoup de mes lecteurs en sont conscients et ce qu'ils ont demandé, c'est une mise à jour du processus historique en cours que j'ai appelé la "longue descente".

Comme certains de mes lecteurs actuels ne me lisaient pas encore lorsque j'ai abordé ces questions pour la dernière fois, je vais commencer par quelques points généraux et poursuivre à partir de là. L'un des grands angles morts de notre société est l'idée qu'il n'y a que deux futurs possibles : d'une part, le statu quo qui s'étend sans fin dans le futur, avec un ordre secondaire de progrès technologique qui se dessine par intervalles ; d'autre part, la mort massive et soudaine en apocalypse, avec ou sans une petite bande de courageux survivants assis autour d'un feu de camp au moment du générique final. De nos jours, un nombre étonnant de personnes ne se laissent littéralement pas aller à penser à un autre avenir possible et changent de sujet ou se mettent furieusement en colère contre vous si vous avez l'audace d'en suggérer un.

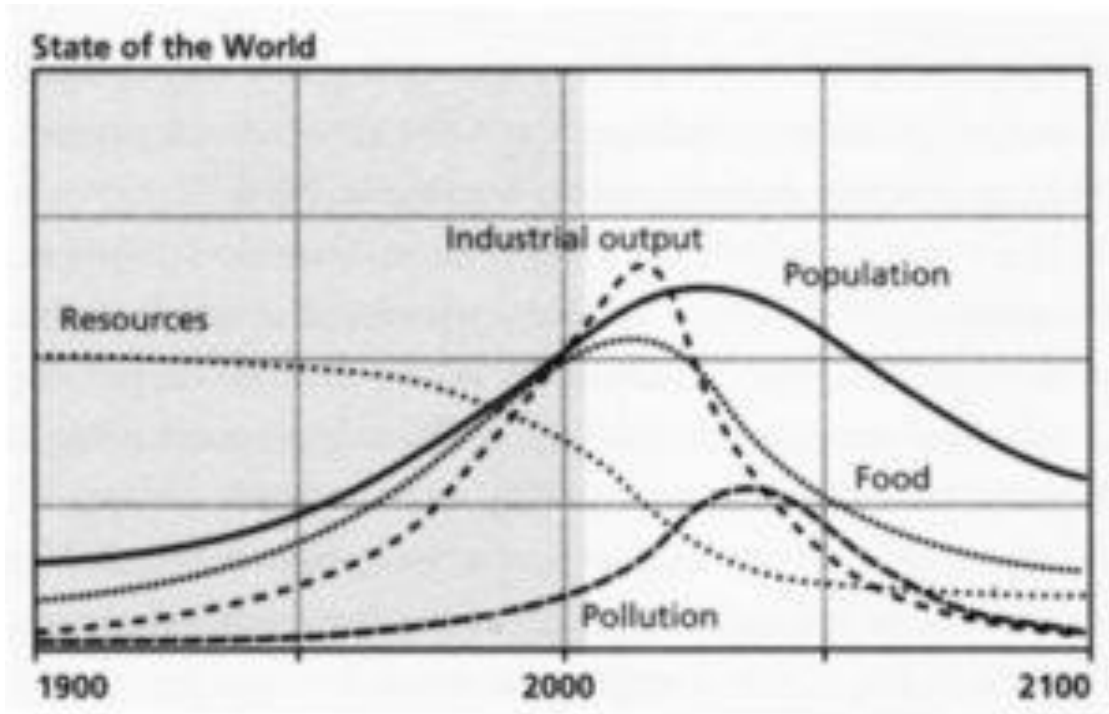
L'évasion et la colère proviennent de la même source, à savoir que ces futurs imaginaires sont la façon dont la plupart d'entre nous se distraient de l'avenir que nous obtenons réellement : un avenir de déclin. Nous le savons tous. Si vous êtes assez âgé pour ne plus aller à l'école primaire, vous avez déjà constaté une baisse continue du niveau de vie, de la santé publique, de l'ordre public, de la qualité de l'éducation, de l'état de nos infrastructures, et bien plus encore. Ces tendances définissent notre avenir. Elles définissent également l'avenir de toutes les civilisations passées, car c'est ainsi que les civilisations se terminent et que la nôtre se terminera dans un à trois cents ans. Encore une fois, à un certain niveau, nous le savons tous, mais il est tabou d'en discuter ou même d'y penser, c'est pourquoi tant de gens s'enfouissent la tête dans des fantasmes usés de progrès perpétuel ou de cataclysme du jour au lendemain.

Une autre chose. La technologie ne nous sauvera pas de la longue descente, parce que la technologie est le principal facteur de la longue descente. Plus on dispose de technologie, plus il faut d'énergie et de ressources de toutes sortes pour la construire, l'entretenir, la réparer, la remplacer et s'en débarrasser. Le décalage entre les coûts des ressources, qui ne cessent d'augmenter, et les dures limites d'une planète finie est l'un des principaux facteurs à l'origine des déclinis que je viens de décrire. La technologie ne permet pas non plus de remplacer une ressource énergétique par une autre, sauf par des moyens modestes et non pertinents.

Le monde brûle aujourd'hui plus de charbon qu'au plus fort de l'âge du charbon, par exemple, et plus de bois qu'à l'époque où le bois de chauffage était la principale source d'énergie dans le monde. De plus, la quantité de combustibles fossiles brûlés n'a pas diminué, elle a même augmenté avec l'ajout de sources d'énergie renouvelables. (Ceci est dû à une loi largement reconnue de l'économie de l'énergie, soit dit en passant ; consultez parfois le Paradoxe de Jevons). Si le progrès est le problème, plus de progrès n'est pas la solution - mais là encore, c'est tout à fait impensable de nos jours. La foi dans le progrès est l'idolâtrie la plus populaire de notre temps, et un grand nombre de personnes qui prétendent appartenir à d'autres religions ou à aucune religion du tout sont des adorateurs dévoués au sanctuaire du veau d'or appelé le Progrès.

Alors, où allons-nous ? Cela n'a pas changé d'un iota depuis la dernière fois que j'ai abordé ces questions. Les limites de la croissance, le plus réfléchi (et donc inévitablement le plus sauvagement dénoncé) des livres de l'époque des années 70 qui exploraient le paysage devant nous, a tracé l'arc de notre avenir dans un graphique commode. Entre 1972 et aujourd'hui, ses prédictions se sont avérées beaucoup plus précises que celles des

critiques de ces livres - une autre raison pour laquelle il a été assailli dans un langage aussi strident pendant toutes ces années. Voici le graphique :



J'encourage mes lecteurs à prêter attention à deux choses à propos du graphique. La première, qui devrait être évidente au premier coup d'œil mais qui a été étonnamment souvent ignorée, est qu'il ne montre aucune sorte d'événement apocalyptique soudain. Ce qu'il montre, c'est une transition longue et relativement douce d'un monde de ressources abondantes et de croissance économique soutenue à un monde de ressources rares et de contraction économique soutenue. La population ne tombe pas d'une falaise, elle augmente, atteint des sommets et diminue. La pollution ne tue pas tout le monde ; elle augmente, contribue à la diminution de la nourriture et de la population, puis diminue à son tour avec la chute de la production industrielle.

La deuxième chose que j'aimerais que les lecteurs remarquent à propos du graphique est plus subtile, et il vous faudra peut-être lire le livre pour le saisir : les limites de la croissance sont des limites économiques, pas techniques. Ce qui se passe, en bref, c'est que les coûts de la croissance augmentent plus vite que les bénéfices, jusqu'à ce qu'ils finissent par submerger la croissance elle-même et par mettre l'économie mondiale à genoux. Cela signifie que les solutions proposées doivent être économiquement viables, et pas seulement techniquement réalisables.

Les idolâtres du Progrès aiment ignorer ceci, et faire traîner telle ou telle technologie fictive - c'est généralement l'une des douze options, dont la plupart font partie de cette rhétorique depuis les années 1970 - et insistent sur le fait que puisqu'il n'a pas encore été démontré qu'elle est techniquement impossible, elle doit sûrement nous sauver tous. Ce n'est pas le cas ; si le traitement médical qui pourrait vous sauver la vie coûte dix millions de dollars et que le maximum que vous pouvez réunir est de quelques milliers, quel que soit le degré d'efficacité du traitement, vous allez mourir. Selon la même logique, même si l'énergie de fusion s'avère techniquement réalisable, le coût des derniers projets de réacteurs à fusion a démontré de façon concluante qu'aucune nation sur Terre ne pourra jamais se permettre d'alimenter son réseau de cette façon.

Rien de tout cela n'a changé. Tous ces facteurs sont tout autant en jeu qu'en 2006, lorsque j'ai écrit mon premier billet sur le pic pétrolier. Le tableau général reste donc le même : nous sommes au début de la longue descente,

traçant un arc qui a commencé sérieusement vers 1970 et qui s'est accéléré lentement. Qu'est-ce qui a changé depuis lors ?

Commençons par le pic pétrolier. Il s'agit du pic mondial de la production de pétrole conventionnel, qui s'est produit vers 2005. À partir de la fin des années 1990, les gens qui surveillaient l'industrie pétrolière ont commencé à avertir que le pic pétrolier était imminent. Malheureusement, un trop grand nombre d'entre eux ont souffert de l'angle mort mental que j'ai mentionné plus haut, et ont sauté à la conclusion que le pic pétrolier serait suivi d'un grand effondrement apocalyptique. Bien sûr, cela n'allait jamais se produire, comme certains d'entre nous ont essayé de le souligner à l'époque. Ce qui s'est passé, au contraire, c'est que la production de pétrole conventionnel relativement bon marché a atteint un pic et a commencé à décliner, et que la production de gisements de pétrole non conventionnel beaucoup plus coûteux a dû prendre sa place.

Toutes choses étant égales par ailleurs, cela aurait provoqué une hausse brutale et continue du prix du pétrole et de tout ce qui est fabriqué à partir de, avec ou par des produits pétroliers ou de l'énergie dérivée du pétrole - c'est-à-dire à peu près tout ce qui existe dans l'économie moderne. Mais toutes les choses n'étaient pas égales, car une augmentation brutale et continue du coût de tout aurait été un suicide politique pour n'importe quel gouvernement national que vous voudrez bien nommer, y compris le nôtre. Une série d'astuces financières en cascade est donc entrée en jeu afin que les consommateurs n'aient pas à payer d'avance le coût total de l'énergie et des produits énergétiques qu'ils utilisent. Les dispositions qui ont été prises pour maintenir les producteurs d'huile de schiste à flot financièrement, même lorsque le pétrole qu'ils produisaient ne couvrait pas les coûts d'extraction, sont des exemples du genre de choses que j'ai à l'esprit.

Bien sûr, les consommateurs ont fini par payer les coûts de toute façon de manière indirecte, principalement par la remise des infrastructures à des négligences malveillantes et par une baisse du niveau de vie qui, dans certaines régions des États-Unis, s'est rapprochée des niveaux du tiers monde. Mais la douleur n'a pas été partagée de manière égale. Ici, comme dans la plupart des pays industrialisés, les classes privilégiées (essentiellement la classe moyenne) ont été protégées du déclin par divers stratagèmes qui ont fait peser le plus de coûts possible sur les quelque 80% de la population les plus pauvres et limité le plus d'avantages possible aux 20% les plus riches. Nous en étions là en 2015, lorsque la politique a commencé à monopoliser une part beaucoup plus importante de mon attention qu'auparavant.

Et maintenant ? Le problème incontournable de ces cinq dernières années, la chose qui a poussé tant de gens à se lancer dans tant de formes bizarres de paralogie, est qu'aux États-Unis, en Grande-Bretagne et dans plusieurs autres pays, les 80 % qui devaient supporter tous les coûts de la contraction ont trouvé le moyen de se faire entendre aux urnes. En Grande-Bretagne, le tournant a été le vote de Brexit ; ici, l'élection de Donald Trump. Dans les deux cas, une part suffisamment importante des électeurs des classes déplorables ont dit à leurs supérieurs autoproclamés : "Non, vous devez assumer une partie des coûts". Bien sûr, il en a résulté une débâcle criante des privilégiés, mais il y a plus que du théâtre.

Il se trouve que le résultat le plus significatif de chaque mouvement de réforme des temps modernes a été d'augmenter le nombre de postes administratifs bien rémunérés dans le gouvernement, les entreprises et le secteur à but non lucratif. La pauvreté est un problème ? Pourquoi, alors, nous allons construire une immense bureaucratie pour administrer un système gargantuesque de régimes de prestations qui se chevauchent et qui offrent une vie misérable aux personnes qui doivent y survivre, mais une vie très confortable en fait aux dizaines ou centaines de milliers de drones de bureau de la classe moyenne qui les administrent.

L'environnement est en difficulté ? La même réponse est donnée. Choisissez n'importe quelle cause du jour au cours des trois derniers quarts de siècle et vous verrez exactement la même logique à l'œuvre : quel que soit le problème, la solution consiste toujours, d'une manière ou d'une autre, à engager plus de bureaucrates.

Remarquez qu'aucun de ces programmes n'a réellement résolu les problèmes qu'ils étaient censés régler. L'État-providence n'a pas éradiqué la pauvreté, la réglementation environnementale n'a pas ralenti la dégradation de l'environnement, le fantastique gonflement du personnel administratif dans les écoles et les universités est précisément lié à la baisse constante de la qualité de l'enseignement dispensé par ces institutions, et ainsi de suite. La bureaucratie n'est pas un outil efficace pour résoudre les problèmes sociaux - mais c'est un outil très efficace pour maximiser les perspectives d'emploi des diplômés de l'université et détourner la plupart des richesses de la société vers une classe administrative. Je pense que c'était là le véritable objectif de toute l'opération.

Cela, à son tour, rend la classe administrative profondément vulnérable à ce stade. Comme je l'ai souligné il y a quinze ans dans mon premier document sur l'effondrement catabolique, les sociétés déclinent lorsque le coût de l'entretien du capital dépasse les ressources disponibles pour l'entretien. (Par "capital", j'entends ici tout ce qui a de la valeur pour cette société : bâtiments, bureaucraties, usines, terres agricoles, informations, réseaux sociaux, alphabétisation, croyances religieuses, cérémonies, etc.) Pour faire face à cette situation, les sociétés se débarrassent d'une partie de leur capital afin de réduire les coûts d'entretien à un niveau qui peut être supporté avec les ressources disponibles.

À l'heure actuelle, le secteur administratif est le capital le plus important, le plus coûteux et le plus inutile de toute société industrielle moderne. C'est pourquoi l'administration Trump abroge huit règlements fédéraux pour chaque nouvelle réglementation qu'elle adopte, nomme les chefs des principales bureaucraties qui ont pour tâche de démanteler ces bureaucraties, etc. C'est également la raison pour laquelle la réduction du financement fédéral des universités est devenue le dernier cri de guerre de la droite populiste aux États-Unis. C'est ce qui arrive aux castes privilégiées qui perdent de vue le fait que leur bénéfice pour la société doit être suffisamment important pour couvrir leurs frais d'entretien. Comme John Kenneth Galbraith l'a souligné il y a de nombreuses années dans son livre acerbe *The Culture of Complacency*, la classe administrative dans l'Amérique moderne est remarquablement similaire à l'aristocratie française incapable et parasitaire juste avant la Révolution, et je suis sûr que mes lecteurs se souviennent de ce qui leur est arrivé.

Non, je ne m'attends pas à ce que Madame Guillotine soit impliquée cette fois-ci. Parmi les avantages de vivre dans une république constitutionnelle, il y a le fait que ces questions peuvent être réglées par les urnes et que le niveau d'effusion de sang peut être maintenu à un niveau raisonnablement bas. La nouvelle droite populiste est en train d'achever sa prise de contrôle du parti républicain, de sorte que, que Trump soit réélu ou non, la caste administrative n'est plus sacro-sainte ; ses privilèges seront menacés chaque fois que le GOP prendra le contrôle du Congrès ou de la législature d'un État. Les termes du débat évoluent donc de manière décisive et, au cours des prochaines décennies, je m'attends à voir un très grand nombre de bureaucraties administratives publiques et privées réduites à leur niveau d'avant 1960 ou simplement abolies.

Cela permettra de libérer un grand nombre de ressources qui pourront ensuite être utilisées à d'autres fins. Nous en aurons besoin. L'épuisement des combustibles fossiles et des ressources non renouvelables se poursuit à un rythme effréné ; en ce moment même, la demande de pétrole a fortement baissé en raison de l'épidémie de coronavirus, alors que personne ne fore de nouveaux puits de pétrole, un détail qui promet une forte hausse des prix du pétrole une fois l'épidémie passée. Pendant ce temps, les perturbations climatiques dues aux émissions de gaz à effet de serre (qui font partie de la ligne intitulée "pollution" dans le graphique de "Les limites de la croissance") se poursuivent, entraînant des coûts supplémentaires pour des économies déjà en difficulté partout dans le monde.

Examinons ce dernier point de plus près avant de poursuivre. Les militants du changement climatique étaient tout aussi accros à la fantaisie apocalyptique qu'à la fin du mouvement pour le pic pétrolier, et se fixaient également sur des modèles linéaires absurdemment irréalistes. Leurs prédictions ont échoué, et ont échoué, et ont échoué, et pourtant ils n'ont jamais compris pourquoi tant de gens ont cessé de les prendre au sérieux. (Ils se sont finalement tus et ont trouvé d'autres moyens de protester à la place, mais c'est parce que les gens ont commencé à souligner combien de militants du changement climatique n'étaient pas prêts à changer leur propre mode de vie pour arrêter de déverser du carbone dans l'air).

Il est cependant possible d'avoir des idées erronées et de se comporter de manière hypocrite sur un problème réel. Le changement climatique est un phénomène connu de la longue histoire de la Terre ; il peut être causé par n'importe quel phénomène qui déverse des billions de tonnes de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, qu'il s'agisse d'éruptions volcaniques ou de cheminées industrielles ; ce n'est pas la fin du monde, même s'il peut provoquer des bouleversements considérables - changements brusques du niveau de la mer, changements drastiques dans les plantes qui poussent, etc. Le changement climatique est toujours en cours et nous allons voir beaucoup de catastrophes liées au climat dans les années à venir, mais là encore, ce n'est pas la fin du monde.

Alors, à quoi ressemble l'avenir ? D'une certaine manière, c'est une perspective beaucoup moins sombre à court terme que ce que j'attendais il n'y a pas si longtemps. En observant les conséquences des politiques économiques néolibérales aux États-Unis, je m'inquiétais sérieusement de la montée d'une insurrection intérieure ou d'une guerre civile pure et simple. C'est pourquoi mes romans *Star's Reach* (2014) et *Retrotopia* (2016) présupposaient tous deux une seconde guerre civile dans la première moitié du 21^e siècle. Je pense que nous avons peut-être esquivé cette balle, puisque l'élection de Trump a montré à un grand nombre de personnes désespérées que les urnes étaient toujours une alternative viable à la guerre. Même s'il perd en novembre prochain, tant que l'élection n'est pas manifestement frauduleuse, il y a des raisons d'espérer que la leçon a été apprise.

Si nous assistons à un déblaiement significatif du bois mort bureaucratique dans les années à venir, combiné à un rejet du modèle désastreux de la mondialisation économique et à un retrait de l'hégémonie mondiale insoutenable que les États-Unis avaient et ont dilapidée à la fin du XX^e siècle, nous pourrions assister à une période de stabilité et de calme relatifs aux États-Unis dans les années 2030 et 2040. À l'opposé, une nouvelle vague de crises surviendra, car c'est la nature de la longue descente : chaque période de crise est suivie d'une période de stabilisation et de reprise partielle, puis d'une autre période de crise.

Pour le monde entier ? C'est une question compliquée qui mérite probablement un poste à part entière dans un avenir proche. Il se passe beaucoup de choses dans le monde en ce moment, en Asie de l'Est et du Sud, en Méditerranée orientale et en Asie occidentale. Alors que les États-Unis se retirent de leur ancien statut de puissance hégémonique, des réajustements massifs sont en cours, avec des puissances ambitieuses et agressives comme la Chine et la Turquie qui intimident leurs voisins, qui réagissent en s'alignant sur eux. Pendant ce temps, alors que l'OTAN et l'UE deviennent de plus en plus fragiles et inutiles, les nations européennes se séparent en blocs rivaux. La Libye et le Caucase, qui sont tous deux au bord de la guerre au moment où j'écris ces lignes, disposent tous deux d'importantes réserves de pétrole, tandis que d'autres suivent des schémas séculaires. Les tensions croissantes dans l'UE entre ses moitiés occidentale et orientale ne surprennent personne qui connaît l'histoire de l'Europe depuis 1648 environ.

C'est-à-dire l'histoire comme d'habitude. Nous n'allons pas vers les étoiles, ni vers une autre sorte de monde utopique, grâce au Progrès ou aux Space Brothers ou à toute autre idole vénérée par les croyants en cette marque particulière d'huile de serpent intellectuelle. Bien sûr, aucune des catastrophes en boîte que brandissent

les croyants en cette marque d'huile de serpent intellectuelle ne va enfin se lever et se manifester. Tout cela, c'est de l'artisanat, destiné à nous distraire de l'avenir que nous allons réellement avoir.

À l'avenir, il y aura beaucoup moins de gens sur Terre, qui vivront un mode de vie plus restreint sur une base de ressources beaucoup moins abondante et qui auront accès à beaucoup moins de production industrielle - regardez le graphique des limites de la croissance ci-dessus si vous avez besoin d'un rappel. Au contraire, à l'époque du déclin d'une civilisation, l'ensemble de son héritage est soumis à un triage et les technologies, pratiques, coutumes et formes culturelles de n'importe quel moment de son passé peuvent être remises en place si elles répondent à un besoin plus économique et plus durable que les autres, tandis que les innovations jouent également un rôle si elles peuvent passer le même test.

C'est l'avenir vers lequel nous nous dirigeons. Comme je l'ai suggéré ci-dessus, je pense que nous le savons tous parfaitement à un certain niveau, mais la plupart d'entre nous n'ont pas encore été prêts à briser le tabou et à admettre ce fait même à nous-mêmes. Le moment où le tabou s'effondrera n'est pas encore tout à fait arrivé, je pense, mais il n'est peut-être pas loin - et quand il arrivera, il sera peut-être possible de prendre des mesures constructives d'une manière presque inimaginable à l'heure actuelle. Mais nous verrons bien.

Un coup d'œil à novembre prochain

Par James Howard Kunstler – Le 3 août 2020 – Source kunstler.com

En ces jours de canicule estivale, une immobilité anxieuse pèse sur les États-Unis : la pandémie traverse le pays en nouvelles vagues redoutables ; les revenus s'évanouissent ; les entreprises font des tonneaux ; les salaires impayés attendent au purgatoire la faillite ou l'inactivité ; les heures sans travail, sans argent, sans entreprises, et peut-être sans avenir pèsent cruellement sur les 99% de citoyens qui n'ont pas la bouée des portefeuilles d'actions des [FAANG](#), les chouchous high-tech de la Bourse ; un effondrement de presque tout « *en même temps* » – économie, politique, culture, social – et des élections qui se profilent de manière encore plus inquiétante que la Covid-19.



Hieronymus Bosch : Le déchirement de l'enfer (ou l'élection américaine 2020)

Le *New York Times* et ses médias séditieux complices insistent sur le fait que le vote massif par correspondance ferait très bien l'affaire malgré de nombreuses preuves qu'il s'agit déjà d'un fiasco démontrable – par exemple lors de la récente primaire de New York où deux élections de district au Congrès restent indécises des mois plus tard du fait des irrégularités du scrutin. Les conseils électoraux «*avaient des problèmes opérationnels*», comme l'a dit le Gouverneur Cuomo, «*et nous devons en tirer les leçons*» – un autre moment pédagogique propice à l'enseignement dans la lutte courageuse du Parti Démocrate pour améliorer moralement l'Amérique, selon ses propres conditions.

Au Nevada, la législature de l'État a adopté un système de vote par correspondance qui enverra des bulletins de vote à tout le monde, et son parent un et deux, sans pièce d'identité requise, avec une option qui permet le remplissage du bulletin par quelqu'un d'autre que l'électeur concerné. Génial ! Un modèle de «*moissonnage des bulletins de vote*» pour d'autres États. En Californie, où toute personne détenant un permis de conduire est automatiquement inscrite pour voter, via le «*New Motor Voter Act*» de 2015, les bulletins de vote seront envoyés à 600 000 sans-papiers, non citoyens, qui ont obtenu des licences de conduire en vertu d'une loi distincte (AB-60) la même année. Pensez-vous qu'ils jetteront tous consciencieusement leurs bulletins de vote à la poubelle pendant que la puissante machine du Parti Démocrate californien les incitera à voter tôt, et souvent ?

Voilà le programme pour une élection de 2020 qui ne pourra jamais être mise en œuvre, et une recette pour une orgie de litiges, dans une guerrilla judiciaire à la Hieronymus Bosch qui cherchera délibérément à brouiller tous les efforts de la Commission électorale fédérale pour démêler le désordre – tout comme la guerrilla judiciaire se poursuit dans le chaos de l'affaire contre le général Flynn – et mettre fin efficacement à 232 ans de cycles électoraux continus et ordonnés tous les quatre ans. Est-ce que c'est ce que vous voulez ?

L'autre indice du désespoir du Parti Démocrate est la mascarade des *nouveaux vêtements de l'empereur* qui présente l'effigie de Joe Biden comme un candidat sérieux à un poste plutôt important au sein du gouvernement. Tout le monde sait qu'ils savent – et nous savons qu'ils savent que nous savons tous – que M. Biden navigue dans un banc de brouillard de sénilité, et de manière plus évidente chaque jour ! Chaque performance mise en scène est un embarras confus de phrases maladroites et de choses oubliées. Ils vont devoir trouver un remplaçant. Cela se résume vraiment à deux personnalités : Bernie Sanders ou Hillary Clinton. Quelle situation difficile !

M. Sanders, même s'il n'est pas dément, est tout simplement trop vieux et sa crise cardiaque au début de l'année ne peut pas rassurer – sans parler du fait qu'en tant que «*socialiste*» déclaré, il s'aliène automatiquement suffisamment d'électeurs *cols bleus* dans les vieux États en ballottage, pour faire de lui un perdant. De plus, la direction du Parti Démocrate le déteste, a comploté contre lui à chaque occasion au cours des deux dernières saisons de primaires présidentielles, et a très probablement truqué le vote du Super Tuesday cette année pour le rejeter, avec succès, en faveur de l'ectoplasme qui prétend maintenant diriger le parti.

Hillary est toujours propriétaire de la direction du Parti Démocrate – littéralement. Personne ne sait à quel point le pognon mal acquis de la *Fondation Clinton* soutient encore les opérations nationales du parti. L'arrestation de Ghislaine Maxwell, avec de nouvelles allégations sur les cabrioles de Bill Clinton dans l'île *Pedo* d'Epstein, est une étrange affaire aux implications mystérieuses – en particulier le moment et les motivations de ceux du District Sud du Département de la Justice qui l'ont gérée. Avec les Clinton, les intrigues ne manquent pas. Mais s'il y a jamais eu un «*moment Lady Macbeth*» pour que la méchanceté prévale, c'est bien maintenant. Pour l'instant, la vieille jument de bataille est allongée sur son tapis de yoga quelque part dans les bois de Chappaqua.

Qui d'autre rôde ? Andrew Cuomo, un coup foireux avec cette casserole qu'il traîne au sujet de l'envoi de milliers de connards à la mort avec la Covid-19 dans des maisons de retraite infectées, et Michelle Obama, une possibilité de conte de fées qui aurait tout l'air d'un coup d'État pur et simple.

Dans l'intervalle, les Démocratess ont réalisé un feuilleté au sujet du prétendu vice-président de M. Biden, mettant en vedette plusieurs *personnes de couleur* dotées de persuasion féminine, toutes des personnalités peu appétissantes, chacune d'une manière distincte, aucune d'entre elles n'étant qualifiée pour occuper le poste principal lorsque M. Biden recevra son licenciement par la voie du 25^e amendement. Le parti a, sans enthousiasme, envoyé ses ballons d'essai pour une rotation prévisible, selon la consigne lamentable de la discrimination positive, juste une autre poussée d'acné juvénile dans la vie de *Black Lives Matter*, l'hallucination du jour dans une année de psychose de masse néo-médiévale.

Pouvez-vous cultiver suffisamment de fruits et de légumes pour être autosuffisant ?

Alice Friedemann Posté le 18 août 2020 par energyskeptic



Préface. Si vous voulez essayer de vous nourrir vous-même, achetez l'excellent livre de John Jeavons "How to Grow More Vegetables, Ninth Edition : (et fruits, noix, baies, céréales et autres cultures) que vous n'avez jamais pensé possible sur moins de terre avec moins d'eau que vous ne pouvez l'imaginer". Si vous êtes vraiment sérieux, rendez-vous sur <http://www.growbiointensive.org/> pour savoir où vous pouvez suivre un cours. Lorsque je l'ai suivi en 2004, Jeavons nous a dit que dans notre région de Californie du Nord, nous pourrions probablement nous débrouiller avec un demi-acre par personne parce que notre climat favorable permet trois récoltes par an. Mais nous n'avons pas assez de pluie pour cela, ce qui nécessite également un stockage massif de l'eau.

Les villes seront un jour un mauvais endroit où aller, car l'énergie se fait rare et les lignes d'approvisionnement tombent en panne parce que les camions n'ont pas de carburant diesel. C'est pourquoi plus vous êtes jeune, plus vous devriez envisager de vous installer dans une zone agricole où votre force musculaire, votre propre jardin et la nourriture locale peuvent vous permettre de vous nourrir après la baisse du prix du pétrole.

Wong, J. 2020. Peut-on vraiment cultiver suffisamment de fruits et légumes pour être autosuffisant ? Newscientist.com.

Il y a eu une augmentation du nombre de personnes souhaitant cultiver des fruits et légumes, mais le chemin vers l'autosuffisance n'est pas aussi facile que certains le pensent.

Dans quelle mesure les promesses que de tels efforts vous aideront sur la voie de l'autosuffisance sont-elles réalistes ? Faisons le calcul.

Si votre objectif est de vous nourrir, il serait difficile de trouver une meilleure récolte que celle des pommes de terre. En termes de calories par unité de terre, c'est sans doute la culture la plus productive qui puisse être cultivée, du moins au Royaume-Uni. Les pommes de terre poussent mieux dans un sol frais, bien drainé et meuble, à une température d'environ 7 à 13 °C (45 à 55 °F), en plein soleil et avec au moins 6 heures d'ensoleillement par jour.

Dans ces conditions idéales, les fermes qui produisent des rendements d'environ 4 kilos par mètre carré (8,8 livres sur 1,2 mètre carré) peuvent produire plus de trois fois plus de calories que le blé. Les pommes de terre sont également l'une des cultures dont la nutrition est la plus équilibrée, ce qui signifie que les humains peuvent survivre pendant au moins un an en ne mangeant que très peu d'autres choses, selon le Centre international de la pomme de terre au Pérou.

Sur la base d'un apport moyen de 2 250 calories par jour (2 000 femmes, 2 500 hommes), il faut cultiver 821 250 calories par an. Cela représente environ une tonne de pommes de terre, nécessitant 2860 pieds carrés / 318 mètres carrés / 0,066 acre / 266 mètres carrés de terrain. Multipliez maintenant par le nombre de personnes dans votre ménage.

Peut-être que par autosuffisance, on n'entend pas en termes de calories, mais seulement en termes de besoins en fruits et légumes ? Si l'on se base sur les directives de l'Organisation mondiale de la santé, qui stipule que les adultes ont besoin d'au moins 14 onces (cinq portions de 80 grammes) de produits frais par jour pour rester en bonne santé, cela signifie que chacun d'entre nous a besoin de 146 kilos par an. Bien que le rendement des légumes varie, pour une famille de quatre personnes, cela signifierait un minimum de 292 mètres carrés pour les cultures de faible poids comme la laitue (.072 acre / 350 mètres carrés) et environ 100 mètres carrés (84 mètres carrés / 0.02 acre) pour les plus lourdes comme les pommes.

Mais n'oublions pas que ces cultures sont très saisonnières et qu'il sera difficile de les stocker pour qu'elles durent toute l'année. Même avec certains des meilleurs experts mondiaux en matière de stockage post-récolte et de vastes entrepôts à climat contrôlé, des millions de tonnes de nourriture sont perdues chaque année par l'agriculture industrielle. Un rayonnage dans votre garage ou un congélateur coffre de luxe ne peuvent tout simplement pas rivaliser.

La culture de plantes est un bon exercice, une occasion de prendre l'air et une distraction bienvenue en ces temps incertains ? Un oui retentissant. Est-ce que cela vous permet de tirer des leçons précieuses sur la provenance de nos aliments, tout en vous offrant un bonus comestible ? A 100 %. Mais est-il susceptible de fournir aux débutants un semblant d'autosuffisance, comme le promettent les gros titres ? Je crains que non. Alors profitez de votre jardin (si vous en avez un) pour tous les avantages qu'il procure.

LE GRAPHIQUE DE LA SEMAINE :

La chute surprenante de la production américaine de pétrole brut

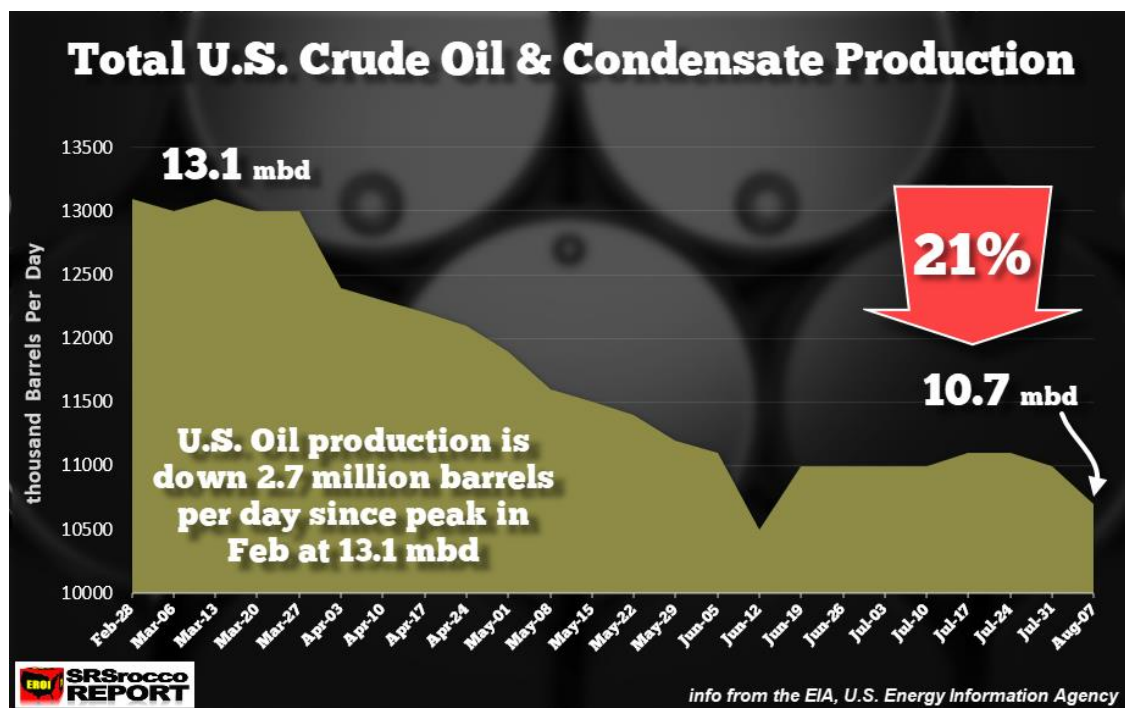
Posté par Steve Rocco le 15 août 2020

La production américaine de pétrole brut a connu une baisse surprenante la semaine dernière, même si la demande intérieure de pétrole et de produits pétroliers a augmenté. Cela a surpris certains analystes de l'énergie. De plus, l'AIE, l'Agence internationale de l'énergie, a publié une prévision selon laquelle la demande mondiale de pétrole devrait chuter de 8,1 millions de barils par jour en 2020.

Je dois dire que c'est une terrible nouvelle venant de l'AIE. Le mois dernier encore, l'AIE a déclaré que la demande mondiale de pétrole pourrait tomber à 7,1 millions de barils par jour, mais ce n'est que récemment qu'elle a mis à jour ses prévisions d'une baisse de 8,1 millions de barils par jour en 2020 en raison de la "morosité des voyages aériens".

En fait, nous ne savons pas vraiment à quoi ressemblera la demande mondiale de pétrole d'ici la fin de l'année. Il y a beaucoup trop de variables. Même si la Fed et les banques centrales prévoient de mettre en place d'autres plans de relance au cours des prochains mois, l'EFFET DE BOULE DE NEIGE négatif de tous les magasins fermés, le chômage, l'armageddon de l'immobilier commercial, l'effondrement des voyages aériens, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, etc. auront probablement un impact plus important sur la demande de pétrole d'ici la fin de 2020 et jusqu'en 2021.

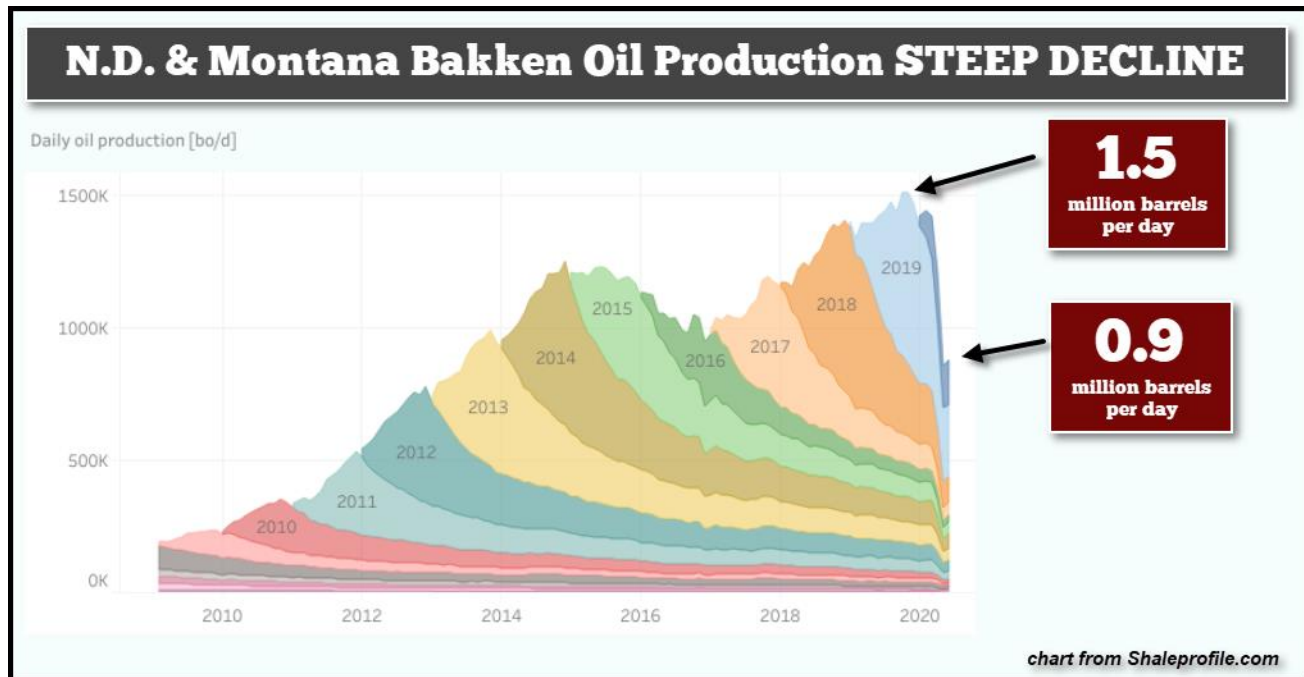
Un autre CURVEBALL à frapper les États-Unis est l'effondrement prochain de la production américaine de pétrole de schiste. Alors que certaines entreprises ont réduit leur production et en remettent une partie en service, la production totale de pétrole brut des États-Unis a étonnamment baissé à 10,7 millions de barils la semaine dernière.



La production américaine de pétrole brut a atteint un pic de 13,1 mbj fin février, juste avant la contagion mondiale et l'arrêt des économies. Elle est tombée à un minimum de 10,5 mbj à la mi-juin, puis a rebondi à 11,0 mbj pour les deux mois suivants. Cependant, dans le dernier rapport hebdomadaire de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), la production pétrolière américaine a chuté de 11,0 mbj à 10,7 mbj la semaine dernière.

La production pétrolière totale des États-Unis est en baisse de 21 % par rapport aux sommets atteints au début de l'année. Alors que je savais que la production d'huile de schiste dans les Etats allait bientôt diminuer en raison de sa mauvaise situation économique, des taux de déclin élevés et des réserves en baisse, la contagion mondiale a juste accéléré un peu le processus.

L'une des pires baisses de production a lieu dans le Bakken. Selon Shaleprofile.com, qui reçoit ses données du Département des ressources du Dakota du Nord, la production de pétrole du Bakken est passée d'un maximum de 1,5 mbj à 0,9 mbj actuellement :

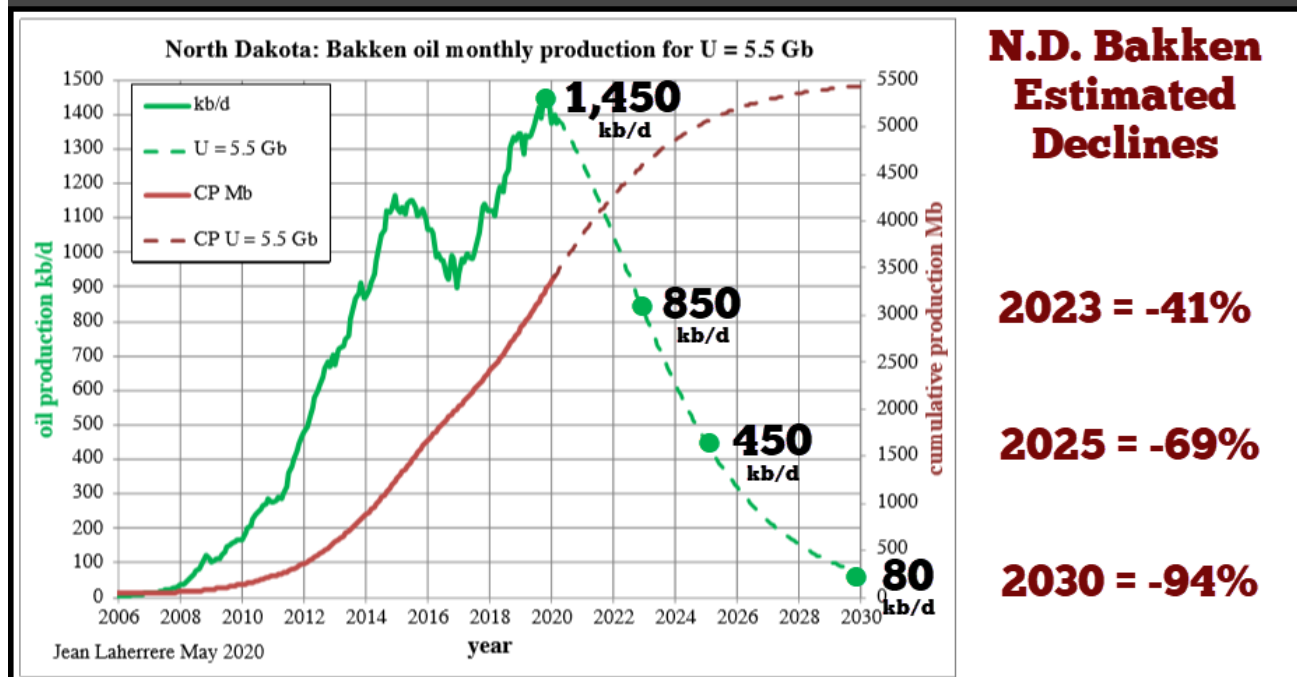


Cela représente une baisse de 40 % de la production de pétrole des Bakken's en un peu plus de six mois. Bien que nous puissions voir une production supplémentaire revenir au cours des prochains mois, elle sera bientôt compensée par l'énorme effondrement des plateformes de forage dans la région (ainsi que dans le reste du pays).

Le nombre de plates-formes de forage de Bakken a chuté de 78 % depuis l'année dernière à la même époque. En août 2019, le Bakken avait 48 plateformes de forage en service dans la région, mais aujourd'hui, il n'en reste plus que 11. Avec une réduction aussi massive du nombre de plates-formes de forage, ce n'est qu'une question de temps avant que le taux de déclin rapide ne fasse encore baisser la production.

Et, si l'on regarde ce graphique de Jean Laherrere, les prévisions de la production de pétrole de Bakken étaient fixées à une baisse de 90+% d'ici 2030, avec ou sans contagion mondiale.

North Dakota Bakken Monthly Production & Estimated Decline (Laherrere)



Les Américains ont intérêt à profiter de la "BONNE VIE" aussi longtemps qu'ils le peuvent avant que l'énergie ne devienne un GRAND PROBLÈME. Malheureusement, très peu d'analystes se penchent sur cette terrible situation énergétique à laquelle les États-Unis et le monde sont confrontés. Je publierai beaucoup plus d'informations, de données et d'analyses sur le marché de l'énergie et l'EROI, et son impact sur la future économie mondiale dans les prochains articles.

Risques systémiques globaux et risques d'effondrement

Quels éléments d'analyse scientifique, pour quels types de risques ?

par Pierre-Yves LONGARETTI

La collapsologie est à la fois un néologisme et une mouvance, nés dans les pays francophones avec la parution du livre de Pablo Servigne et Raphaël Stevens, *Comment tout peut s'effondrer*. Pour beaucoup, celui-ci a marqué l'irruption dans le débat public de la question des risques d'effondrement de notre société globalisée. Dans le même temps, la notion comme la mouvance cristallisent des affects parfois contradictoires, et des critiques variées portant souvent sur un déficit d'analyse politique dans le discours collapsologique. Le terme de collapsologie semble renvoyer à une discipline scientifique. Mais s'il existe de nombreux éléments d'analyse scientifique informant sur les risques d'effondrement, ceux-ci ne relèvent pas d'un champ académique structuré. Bien que ces éléments sous-tendent partiellement le livre de Servigne et Stevens, le statut scientifique de la question ne semble pas correctement appréhendé, que ce soit dans l'opinion publique, chez les sympathisants de la collapsologie ou dans l'esprit de nombreux décideurs. Face à ce constant, le présent article présente un bref panorama de l'état de l'art scientifique sur les risques d'effondrement et de son niveau de fiabilité, en se basant sur quelques ouvrages et publications phares des différentes disciplines concernées. La

parution en 2015 du livre de Servigne et Stevens (Comment tout peut s'effondrer) a marqué un tournant dans le débat public francophone sur la possibilité d'un futur effondrement des sociétés modernes. La notion de « collapsologie » introduite par les auteurs est polarisante et contestée, mais les réflexions autour du risque d'effondrement ne sont pas récentes. Déjà dans les années 2000, le livre de Jared Diamond (Collapse) avait rencontré un succès mondial. Finalement, ce débat avait été largement impulsé et influencé par le rapport initial pour le club de Rome sur les limites de croissance et les risques d'effondrement induits (1972) et ses différentes réactualisations (1992 et 2004), vendu à des dizaines de millions d'exemplaires à travers le monde.

Le terme de collapsologie est polémique en France. D'une part la notion d'effondrement est polysémique, renvoyant à des conceptions différentes des risques encourus. D'autre part, ce terme suggère l'existence d'une discipline scientifique de l'effondrement, ce qui n'est pas le cas. Finalement, il focalise et amplifie des ressentis différents, anxiogènes ou au contraire porteurs d'espoirs, de même que différentes critiques¹. Dans un tel contexte, il paraît utile de revenir sur les éléments de connaissance scientifique relatifs aux risques d'effondrement, même en l'absence d'un champ scientifique dédié. Ceux-ci proviennent de trois grands champs disciplinaires scientifiques :

- les sciences de l'environnement, notamment l'écologie et la climatologie nous informant sur les changements locaux et globaux et les limites planétaires ;
- l'archéologie, l'anthropologie et l'histoire, en ce qui concerne les effondrements passés ;
- différentes disciplines de sciences humaines (sociologie, sciences politiques, économie...), qui traitent notamment des risques systémiques globaux². La suite de la discussion est structurée autour de ces trois axes, en s'appuyant sur des publications influentes appartenant à ces différentes catégories.

LA DYNAMIQUE SOCIÉTÉ-ENVIRONNEMENT : LIMITES DE LA CROISSANCE ET EFFONDREMENT

Le rapport sur les limites de la croissance est basé sur un modèle mondial représentant l'évolution sur deux siècles de la population humaine, de la production industrielle et agricole, de la pollution et des ressources non-renouvelables³. Il s'agit d'un modèle hautement stylisé, dont l'objectif n'est pas d'établir des prédictions précises du futur, mais de comprendre en quoi les rétroactions entre les divers secteurs du système contrôlent sa dynamique. Les conclusions issues de ce modèle sont donc essentiellement qualitatives, bien que les éléments pris en compte dans le modèle soient quantifiés au mieux de l'état des connaissances.

Dans ce modèle, le processus d'effondrement décrit est du type « dépassement et érosion de biocapacité » : si une population prélève durablement des ressources sur son environnement plus vite que celles-ci ne se renouvellent (ou le pollue trop vite), les capacités régénératives de celui-ci se dégradent, potentiellement jusqu'à un effondrement conjoint à la fois de la population et de l'environnement lui-même. Ce type de processus est présenté de façon schématique sur la figure 1.

Un tel dépassement de biocapacité est maintenant clairement avéré et documenté. L'une des mesures les plus médiatisées de ce dépassement est l'empreinte écologique⁴. Par ailleurs, il est clair que notre réaction collective internationale est très lente par rapport aux enjeux : trente ans de négociations internationales sur le climat n'ont pas abouti à une inflexion des émissions de gaz à effet de serre.

La principale conclusion qualitative du modèle – à savoir l'inévitabilité d'un effondrement de la population humaine à terme en l'absence de changement de nos modes de production – est particulièrement robuste, ce qui constitue en soi un résultat remarquable. Par contre, de nombreuses discussions récentes de ce modèle dans le grand public accordent un niveau de confiance injustifié à certains de ces aspects quantitatifs. Quoiqu'il en soit, cette étude a eu un impact considérable et l'émergence de la question des limites planétaires⁵ lui a donné une visibilité nouvelle.

LES CIVILISATIONS DU PASSÉ ET LEUR IMPACT ENVIRONNEMENTAL : DES LEÇONS POUR LE FUTUR ?

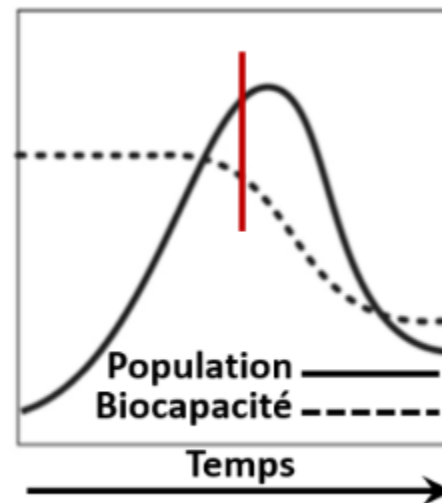
Plusieurs ouvrages ont été spécifiquement consacrés aux effondrements passés et à aux éclairages que ceux-ci peuvent peut-être fournir sur la situation actuelle. Si celui de Jared Diamond (déjà cité plus haut) est le plus connu du grand public, le plus influent au niveau académique est celui de Joseph Tainter.

L'EFFONDREMENT SELON JARED DIAMOND

Diamond définit l'effondrement comme une réduction importante de la population et/ou de la complexité sociale/politique/économique sur une aire et une période étendues. Cette définition est sujette à une certaine liberté d'appréciation. Il émerge toutefois clairement de l'ouvrage de Jared Diamond que l'une de ses principales préoccupations est la question du dépassement de bio-capacité et de ses conséquences environnementales et sociales, même si un certain nombre de facteurs endogènes ou exogènes autres (tels que les conflits avec d'autres États) sont identifiés. Effondrement a été fortement critiqué pour ses imprécisions factuelles ou son positionnement. La notoriété du livre lui a même valu une critique collective dans un ouvrage académique dédié, Questioning Collapse. Pour les auteurs de cet ouvrage, la résilience socio-culturelle est plus importante que l'effondrement lui-même, et ses conséquences humaines, au point d'en occulter quelquefois ses conséquences les plus lourdes et immédiates. De façon générale, une majorité de critiques – mis-à-part celles relevant d'erreurs factuelles ou d'inévitables points aveugles que comporte un livre de grande envergure – porte sur des questions normatives, ce qui en réduit leur pertinence. Si les exemples choisis par Diamond ne relèvent que partiellement ou pas du tout d'une dynamique de dépassement de biocapacité, le point central de son analyse – la nécessité de remettre en cause certaines valeurs collectives pour se confronter avec succès aux risques d'effondrement – paraît lui peu sujet à discussion.

Figure 1.

Le graphe représente l'évolution de système population-biocapacité dans la configuration conduisant à un effondrement conjoint des deux. La ligne rouge verticale représente approximativement l'état actuel relatif de la population et de la biocapacité. Adapté de Meadows et al. (2004)



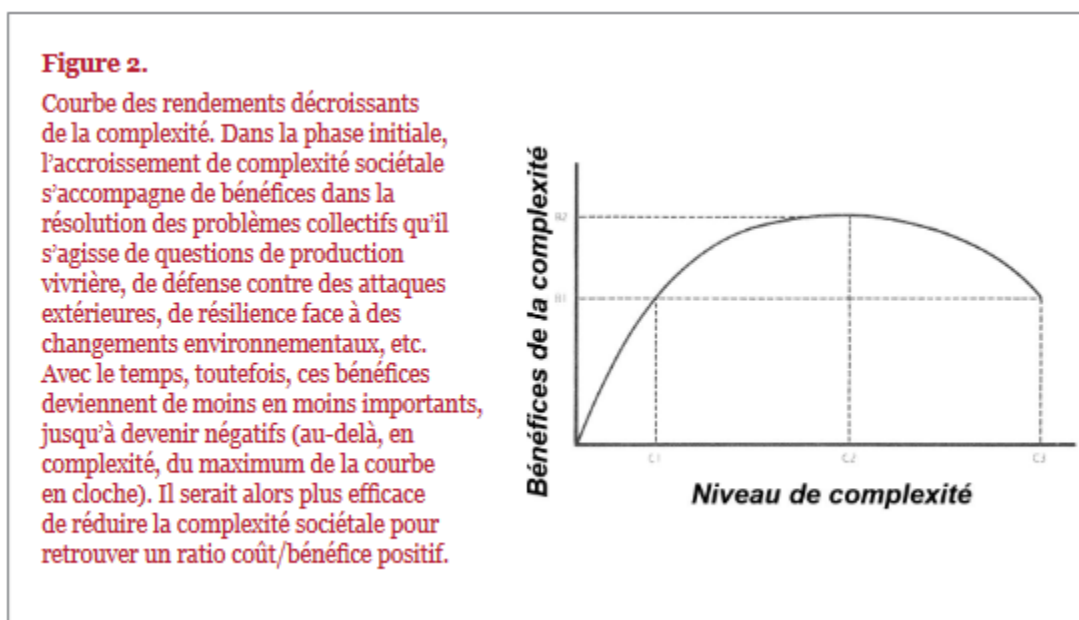
L'EFFONDREMENT SELON JOSEPH TAINTER

D'autres approches génériques des questions d'effondrement ont été proposées en histoire et en archéologie. L'une des plus intéressantes pour notre société globalisée moderne est celle développée par Tainter dans son ouvrage séminal, *The Collapse of Complex Societies*. Pour Tainter, les sociétés humaines croissent régulièrement en complexité jusqu'à atteindre un point où elles deviennent vulnérables à l'effondrement. L'accroissement de complexité est un outil de résolution des problèmes : historiquement, les sociétés développent des nouveaux rôles, institutions ou techniques, ou introduisent de nouvelles régulations pour résoudre leurs problèmes. Par contre, un tel processus de complexification continu a un coût en énergie.

L'apport principal de Tainter est de dé-montrer que la complexité est soumise au principe des rendements décroissants⁷. Dans les premiers temps, un ajout de complexité produit un bénéfice supérieur à ses coûts. C'est donc naturellement que la complexité augmente. Toutefois, ce ratio coût/bénéfice tend à décroître dans le temps. Ses effets ne sont généralement pas ressentis, car les principaux bénéficiaires de la complexité (les élites) sont également les moins susceptibles d'en porter les coûts. La décroissance du ratio se poursuit jusqu'à un point où les coûts d'un rajout de complexité dépassent les bénéfices relatifs de celle-ci. C'est à partir de ce seuil que les sociétés deviennent vulnérables à l'effondrement pour Tainter. Un effondrement désigne ici une perte rapide de complexité (voir figure 2).

Historiquement, la croissance de la complexité est à sens unique. Mise à part une exception (l'Empire byzantin entre le VII^e et X^e siècle), les sociétés semblent incapables d'inverser leur complexification et tendent inévitablement vers un effondrement à terme.

Les critiques de la théorie de Tainter sont mineures. Elles se focalisent sur son approche plutôt descriptive qu'explicative et généraliste plutôt que particulariste. Au regard de la grille de lecture de Tainter, celles-ci échouent à remettre en question l'observation qu'à ce niveau macroscopique, le poids des circonstances spécifiques ou des décisions humaines tend à s'effacer devant des tendances de plus long terme.



LES RISQUES SYSTÉMIQUES GLOBAUX

Les sociétés modernes sont caractérisées par un très haut niveau d'interconnexions entre de nombreux secteurs, porteuses de risques intrinsèques, dits systémiques du fait des rétroactions présentes entre toutes les parties du système socio-environnemental global. Le principal point de fragilité lié à ces risques réside dans la propagation de chocs à travers les différents secteurs d'activité.

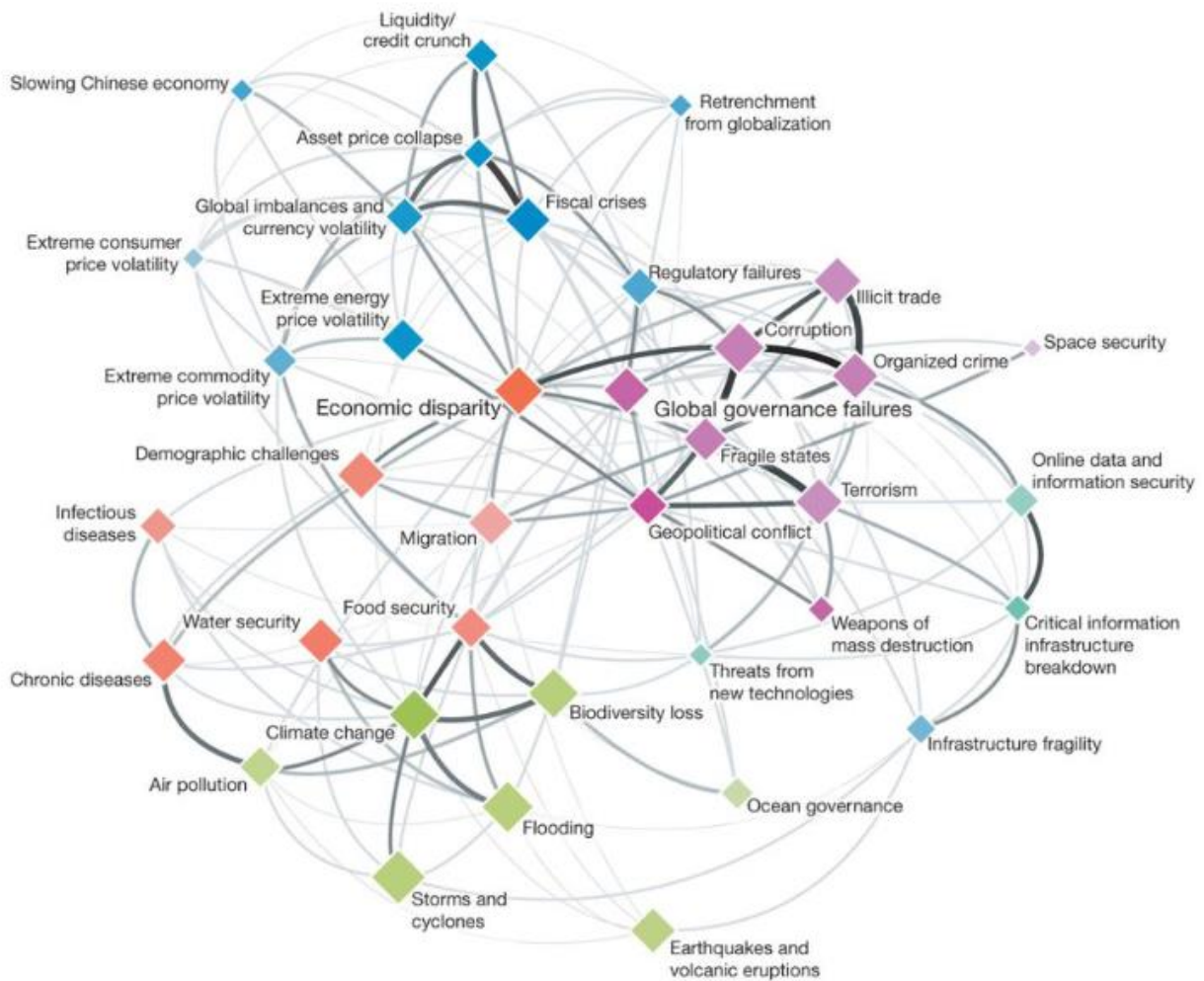
La littérature consacrée aux risques systémiques est importante, qu'il s'agisse de modélisations plutôt issues des sciences dures⁸, ou d'analyses plutôt issues des sciences sociales⁹. Toutefois, pour l'instant, des catégories entières de risques restent peu ou mal appréhendées dans une perspective systémique.

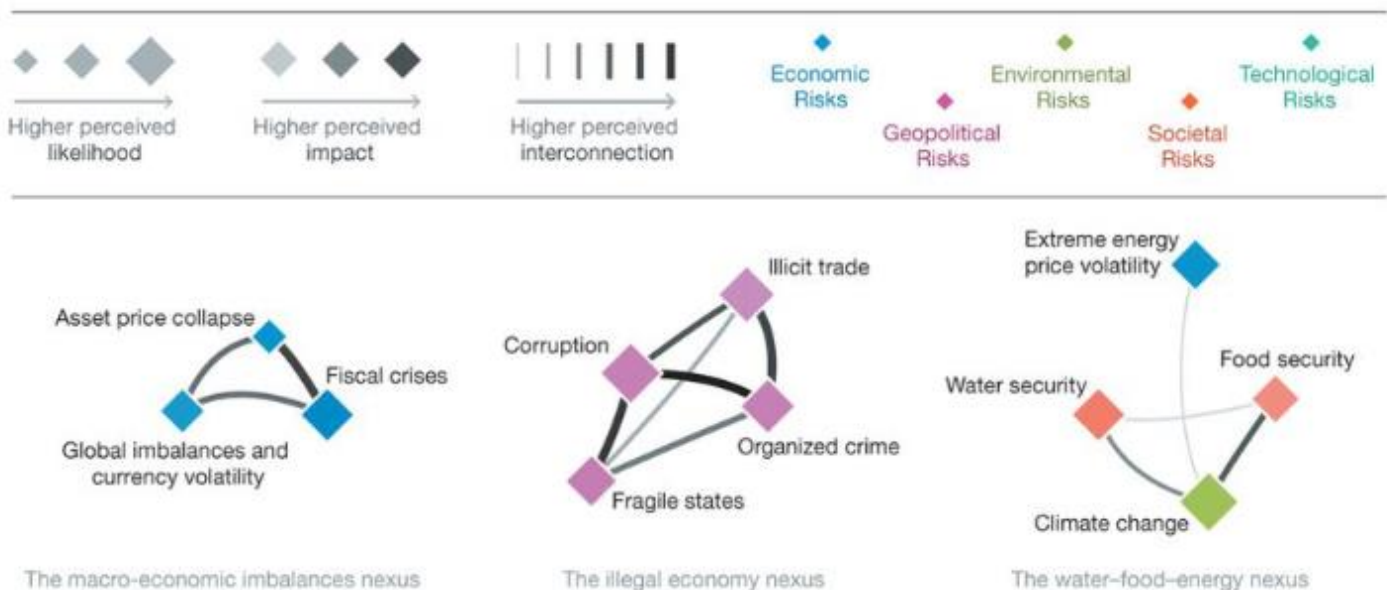
Cinq grandes catégories de risques sont identifiées : économiques, géopolitiques, environnementaux, sociétaux et technologiques. Dans le secteur économique, les principaux risques sont liés aux instabilités de marché, notamment de l'énergie, ainsi que financiers. Les risques géopolitiques portent largement sur les sources potentielles de conflit, liées ou non à la menace terroriste. Sur le front environnemental, le changement climatique, la perte de biodiversité et leurs conséquences dominent, mais les catastrophes naturelles peuvent aussi jouer un rôle ; les problématiques

liées aux changements d'usage des sols (déforestation, érosion et désertification, artificialisation) sont également très importantes. Sur le plan sociétal ou socio-politique, les questions d'inégalités, de sécurité alimentaire, d'accès à l'eau, de risques sanitaires (notamment de pandémie), de migrations, sont proéminentes. Quant aux risques technologiques, ils portent largement sur les fragilités des systèmes de communication informatisés modernes et des infrastructures de réseau (par exemple réseaux de distribution électrique). Ces catégories de risque et leurs interactions sont représentées sur la figure 3.

Figure 3.

Principaux risques systémiques globaux et leurs interconnexions selon le rapport 2011 du World Economic Forum. Cette évaluation résulte d'un questionnaire adressé à plus d'un millier de répondants dont le profil et les compétences ne sont pas divulgués. De ce fait, l'influence relative de chaque élément reflète souvent plus une préoccupation conjoncturelle qu'une connaissance objectivable dans leur importance relative et celles de leurs interconnexions.





Ces risques sont réels ; la pandémie du COVID-19 a vu des conséquences d'ordre sanitaire impacter l'économie ou le déplacement des personnes. Dans ce cadre, une dynamique d'effondre-ment peut résulter à terme de la multiplication de crises de ce type. Dans le cas où chacune de ces crises produirait une incapacité du système à retrouver son état pré-crise, celles-ci pourraient se transformer en une suite cumula-tive de dégradations abruptes succes-sives, plutôt qu'en évolution lente, mais continue. Les facteurs déclenchant ou amplifiant ces crises systémiques sont de divers ordres. L'un des plus fréquemment évoqués est une nouvelle crise finan-cière – de fait enclenchée par la crise sanitaire en cours – qui, compte-tenu de la fragilité accrue des Etats et du sys-tème bancaire et financier global, serait très vraisemblablement beaucoup plus difficile à maîtriser que la précédente (2008), d'autant plus que les effets de cette dernière ne sont toujours pas complètement effacés. De ce point de vue, le cumul de la crise de 2008 et de celle en cours du fait du COVID-19 est préoccupant.

Force est de constater que l'analyse de ces risques dans la littérature spéciali-sée reste souvent qualitative et à dire d'expert. Sans minimiser l'importance de ce type d'éclairage pour la compré-hension des processus en jeu et des risques associés, dans l'état actuel des connaissances, ces risques restent mal connus et, en règle générale, sous-esti-més.

CONCLUSIONS

Le niveau de quantification est très variable selon le type d'analyse. La plus fouillée sur ce plan au niveau systé-mique – celle du modèle World3 et de ses différents dérivés – reste stylisée, bien que qualitativement robuste ; en tout état de cause, les aspects quanti-tatifs de cette analyse sont considéra-blement moins fermement établis que, par exemple, ceux du changement cli-matique. Les autres types d'analyses (historique/archéologique, risques systémiques globaux) sont par nature plus qualitatifs, même si des éléments quantitatifs (notamment statistiques ou économétriques) peuvent les renfor-cer. Finalement, l'analyse des risques systémiques, notamment, reste très partielle et lacunaire.

Pour autant, notre connaissance de ces risques n'a jamais été aussi grande, de même que la nécessité d'y faire face et de s'y adapter, si possible en les anticipant. Une difficulté majeure sur ce plan est que les trois types de dynamiques briè-vement décrites plus haut se renforcent mutuellement. De ce point de vue, la « collapsologie » souligne à juste titre une certaine forme d'urgence au moins sur le plan de l'anticipation et de la pré-paration, et de ce point de vue, l'absence d'une communauté scientifique structu-rée dédiée spécifiquement aux risques d'effondrement est un manque réel. Force est de constater que dans les faits, l'impréparation est grande sur de nombreux plans, comme en témoigne la crise sanitaire en cours. Si la proba-bilité d'occurrence de ces risques est relativement faible sur des échelles de temps courtes, ils sont pour une bonne partie d'entre eux certains sur le plus long terme. La mise en place de poli-tiques préventives représente un défi considérable, compte-tenu de la grande multiplicité des risques en

question, du peu d'exemples historiques témoignant de la réussite de ce genre de démarche et du degré de sous-estimation voire d'ignorance dont ils font l'objet.

Remerciements

L'auteur remercie Grégoire Chambaz pour sa relecture attentive de ce texte et ses suggestions d'amélioration de son contenu.

Guinée Conakry : la course à l'aluminium fait peser de graves menaces sur l'environnement

Mr. Mondialisation 13 août 2020



Sur les rives du fleuve Rio Nuñez, à l'Ouest de la République de Guinée, Amadou, un jeune pêcheur prépare son matériel. Un peu plus loin, la mangrove a fait place à un port où des dizaines de grues s'activent pour transférer sur de grandes barges un précieux minerai extrait du sol latéritique de la région de Boké. Ici commence la longue route de l'aluminium, ce métal léger qui emballe notre quotidien. Depuis quelques années, les convois de camions, de trains, de navires se multiplient à une allure fulgurante dans la région, laissant derrière eux poussière, écosystèmes menacés, déforestation et espèces en danger critique d'extinction. Face à l'accumulation des impacts du boom minier et l'appétit chinois, les autorités guinéennes semblent perdre le contrôle. Parviendront-elles à concilier ambition de développement et préservation de la biodiversité ?

La végétation défile de part et d'autre de la route masquant les collines occasionnelles. **On aperçoit un homme en train d'abattre un arbre centenaire** pour en faire du charbon, suivi de femmes vendant de grands sacs pleins de ces copeaux noirs carbonisés, résidus de monuments naturels qui ont traversé le temps. **Ces précieuses ressources forestières sont une source de survie** pour une part de la population de la Guinée qui pointe parmi les 25 nations les plus pauvres au monde. Depuis Conakry, la route est bien entretenue, on avance vite. **Les plantations de palmiers et les villages se multiplient.** Soudain, contrastant avec ce paysage vert et régulier, une large route surélevée couleur ocre rouge, celle de la latérite.

Plus loin, un pont sur lequel passent de grosses bennes, suivi d'un autre en construction. Apparaissent ensuite plusieurs lignes de chemins de fer qui croisent ou longent la route. Des trains d'une longueur interminable avec plus d'une centaine de wagons de chargement. Plus surprenant encore, un convoyeur à bande, sorte de tapis

roulant, perché à une dizaine de mètres au-dessus de la route. **Les camions s'accumulent, la poussière se propage.** L'arrivée dans la région de Boké est saisissante. Toutes ces infrastructures ont un point commun : **elles servent, ou serviront prochainement, au transport de la bauxite depuis les sites d'exploitation à ciel ouvert,** situés à plusieurs dizaines de km dans les terres, vers le Rio Nuñez, fleuve le long duquel se multiplient les ports des entreprises minières. Le contraste est fort entre une nature qui poursuit son cycle lent et harmonieux et **des activités humaines dont le rythme, l'intensité et la pression sur le milieu ne cessent d'accroître,** tantôt stimulées par la survie, tantôt par le développement, la croissance ou le profit.



Une centaine de wagons tirés par deux locomotives en direction des sites d'extraction de la bauxite

L'ambition guinéenne

Ces dernières années, la Guinée, qui en détient **plus du quart des réserves mondiales**, s'est positionnée parmi les principaux producteurs mondiaux de bauxite. De ce minerai formé à partir de sol latéritique, on extrait **un composé chimique appelé alumine qui est ensuite transformé en aluminium.** Le plus abondant de l'écorce terrestre et le plus utilisé après le fer, ce métal fait l'objet d'une demande croissante pour ses nombreux usages : emballages (conserves, canettes, aérosols...), ustensiles de cuisines, câbles, mobiliers, appareils électroniques, matériels sportifs et moyens de transport (vélo, voiture thermique et électrique, bateaux, avions, fusées). **Les investisseurs britanniques, français, australiens, émiratis, indiens, russes et, surtout, chinois ont afflué dans la région.** Rien qu'entre 2014 et 2018, onze nouveaux projets miniers ont vu le jour, portant le total à près de trente, dont plus d'une dizaine déjà en exploitation. **La pleine production devrait être atteinte vers 2022,** faisant de la Guinée le premier producteur mondial avec environ 100 millions de tonnes produites par an. D'après les projections actuelles, **l'exploitation devrait déjà baisser à partir des années 2030 et prendre fin à l'horizon 2045.** Une trentaine d'années seulement pour puiser une part importante de ces énormes ressources.

Mais l'ambition guinéenne ne s'arrête pas là. Pour l'instant, mis à part l'usine d'Alumine de Fria, gérée par le géant russe de l'Aluminium, Rusal, la transformation se fait très peu sur place, **faute d'électricité suffisante pour alimenter les machines énergivores.** Ainsi, pour accroître la plus-value du précieux minerai, l'État entend augmenter les capacités locales de raffinement en s'appuyant sur ses richesses hydrauliques. **Les projets de barrages hydroélectriques sur les cours d'eau guinéens se multiplient** avec pour objectif de quadrupler la production d'électricité dans les six prochaines années. Bientôt, les usines de transformation s'ajouteront à la liste **des mégaprojets à l'empreinte dévastatrice. Pour une tonne d'aluminium produite, comptez trois**

tonnes de déchets qui se retrouvent en grande partie sous forme de boues rouges chargées en métaux lourds dont les conséquences peuvent être désastreuses.

En attendant, Amadou voit défiler, chaque jour, **des barges chargées de milliers de tonnes du minerai brut le long de son petit village de pêcheurs** pour atteindre une plateforme en eau profonde. « *Avec les Chinois, ça va très vite, ils ont construit le port et la route en quelques mois pour **pouvoir ramener nos ressources chez eux sans plus tarder**. Il y avait des bonnes terres et quelques habitations là-bas avant. Les gens ont reçu de l'argent en compensation mais c'est tout, il n'y a aucun accompagnement. Un propriétaire d'une grande terre était absent et quand il est revenu, ils avaient construit une route dessus sans son autorisation. C'est nous les prochains, une équipe est venue faire l'inventaire du village pour construire un port à la place. Ils ont dit vouloir nous aider et ne pas se contenter de donner l'argent comme le font les Chinois mais on n'y croit pas trop ici, la confiance est brisée* » nous confie-t-il.



Deux grandes barges transportant de la bauxite tractées sur le Rio Nuñez au large d'un village de pêcheurs

L'appétit chinois

Soutenez Mr Mondialisation sur Tipeee

L'un des plus grands créanciers des pays africains, **la Chine ne cesse d'accroître sa présence sur le continent grâce à ses entreprises**. Les prêts qu'elle met généreusement à disposition sont souvent perçus comme un moyen de faire pression pour l'obtention de juteux contrats d'exploitation et de construction. En 2017, **la Chine et la Guinée ont trouvé un accord pour un prêt de 20 milliards de dollars sur 20 ans** afin de financer des infrastructures à travers le pays (routes, lignes électriques, extension du port, barrages...). **En contrepartie, l'Empire du Milieu a obtenu les droits de concessions minières** [\[1\]](#). Dans tous les cas, les industriels et investisseurs en sortent gagnants. Une pratique souvent dénoncée par la société civile et les institutions financières internationales qui permet au géant asiatique, premier consommateur mondial d'aluminium, de continuer à **contrôler la production de cette ressource très convoitée**.

Jusqu'à il y a peu, la Chine importait la bauxite d'Indonésie et de Malaisie pour compléter ses réserves mais en 2014, puis 2016, les deux pays ont décidé d'interrompre leurs exportations. Le motif : **des méthodes de production d'entreprises chinoises très souvent irresponsables** ayant causé d'importants dégâts environnementaux et sanitaires [\[2\]](#). L'Empire du Milieu devait alors rapidement trouver une alternative. Pour cela, il a pu compter sur les deux plus gros producteurs mondiaux d'aluminium, China Hongqiao Group et Aluminium Corporation of China (Chinalco) [\[3\]](#). Ces sociétés étaient en négociation pour de nouveaux projets

en Guinée : le projet Boffa et surtout la Société Minière de Boké (SMB), un consortium d'entreprises dans lequel l'État Guinéen détient 10% des actions.



Construction du chemin de fer de la SMB

Suite à sa création en 2015, **la SMB est devenue en quelques années le plus gros exportateur du pays** faisant de la Guinée le principal fournisseur de la Chine, avec près de la moitié de ses importations de bauxite [\[4\]](#). Face aux proportions prises par ces entreprises, **plusieurs économistes pointent des accords déséquilibrés qui pourraient décourager des opérateurs aux pratiques plus responsables** d'investir dans le pays, le rendant dangereusement tributaire des investissements chinois [\[5\]](#). Malgré les avertissements, l'État guinéen persiste et signe en sélectionnant en novembre dernier la SMB pour l'exploitation des gigantesques gisements de fer de Simandou, en Guinée forestière, et **la construction d'une ligne de chemin de fer de 670 km qui traversera tout le pays**. Connaissant les méthodes économiques, sociales et environnementales de la SMB, de nombreux observateurs s'inquiètent des immenses dégâts que ce nouveau projet causera [\[6\]](#).

La biodiversité en danger

Dans la région de Boké, **un joyau de biodiversité où plus de 70% de la couverture forestière originale a déjà disparu** suite à l'accroissement de l'empreinte de l'Homme, des centaines d'espèces fauniques et floristiques sont menacées par l'accélération du développement des infrastructures minières. Parmi celles-ci, **le chimpanzé d'Afrique de l'Ouest, en danger critique d'extinction**. Ce proche cousin pourrait rapidement devenir un lointain souvenir si l'intensification des activités se poursuivait au même rythme au sein de leur biotope [\[7\]](#). À cela s'ajoute **l'accumulation des ports et du trafic maritime qui affecte l'écosystème du fleuve Rio Nuñez**. Les navires industriels bouleversent la faune marine et les infrastructures grignotent la mangrove de palétuviers dont les puissantes capacités d'absorption de carbone en font un allié indispensable dans la lutte contre le changement climatique auquel contribue substantiellement le secteur. **L'extraction, le transport depuis le site jusqu'en Chine, la transformation de la bauxite en aluminium puis la fonte du métal** pour en faire les biens de consommation sont en effet, à tous les maillons de la chaîne de production, des activités extrêmement énergivores.



Un groupe de femmes et d'enfants longeant la future ligne de chemin de fer de la SMB

Surprises par l'arrivée massive et soudaine des acteurs miniers, **les communautés locales n'ont pas tardé à faire savoir leur mécontentement**. Fin 2018, un rapport de *Human Right Watch* faisait état d'émeutes survenues en 2017 à Boké. Les raisons sont nombreuses : inflation galopante, augmentation de la poussière et des dangers liés à la multiplication des engins miniers, **méthodes d'indemnisation et de compensation inégales, grandes insuffisances en électricité et en eau dans la ville, manque d'emplois créés, augmentation des températures** suite à la déforestation, pollution ou assèchement des sources d'eau...^[8] « Je ne sais pas où ils veulent qu'on aille, toute la région est morcelée par les routes, les ports, les chemins de fer et les sites d'exploitation. On va s'installer ailleurs pour pêcher jusqu'à ce qu'une nouvelle mine arrive. On dirait que l'État et les miniers sont en train de dessiner un jeu de dames sur lequel ils nous déplacent et nous sacrifient comme des pions. Pourquoi l'État ne les oblige-t-il pas à rassembler leurs ports et routes au lieu de les multiplier ? » dit Amadou découragé.

Des initiatives prometteuses mais trop lentes

Chaque entreprise est censée avoir développé et mis en œuvre une Étude d'Impacts Environnemental et Social (EIES) avant d'entamer ses activités. C'est une des exigences du nouveau code minier guinéen de 2011 dont le but est d'encourager et de faciliter l'investissement dans le secteur tout en garantissant la gestion efficiente et responsable du patrimoine minier. Il a été suivi de **quelques initiatives encourageantes** dont la création en 2013 du Projet d'Appui à la Gouvernance dans le Secteur Minier (PAGSEM) afin d'encadrer le développement minier sur les aspects économiques, environnementaux et sociaux. En 2016, la Chambre des mines et la coopération allemande (GIZ) organisent un atelier avec une dizaine d'acteurs privés de la région^[9]. Deux ans plus tard, six des plus grosses entreprises du secteur forment le Réseau Environnement Bauxite afin de réduire leurs impacts cumulatifs^[10]. Fin 2017, grâce au soutien financier de certaines de ces entreprises, **le parc du Moyen Bafing est créé avec pour objectif de préserver près de 4 000 chimpanzés**. Malheureusement, une partie du parc est désormais **menacée de disparaître à cause de la construction du barrage de Koukoutamba** par Synohydro, géant chinois et leader mondial dans le domaine^[11]. Quand le moment est venu, les intérêts des industriels reprennent le dessus.

En juin 2019, le Bureau Guinéen des Études et Évaluations Environnementales (BGEEE) publie le rapport d'une Étude des Impacts Cumulatifs (EIC) réalisée dans la région sur demande du ministère des Mines et de la Géologie. Un document de plus de 500 pages dont les limites soulignées dans l'avant-propos pointent **les**

grandes difficultés à obtenir certaines EIES de référence dont celle de la... SMB. Une bonne partie des 26 recommandations du rapport soulèvent **la nécessité de renforcer les outils, les capacités et les ressources des services publics** pour couvrir l'ensemble de tous les projets actuels et prévus. Ceux-ci pourraient s'étendre sur un peu plus de 23 % du territoire de la région d'ici 2045. Illustration de la défaillance du système administratif, en mars 2020, les autorités de la préfecture de Boké déclarent ne pas avoir reçu le rapport, pourtant accessible sur le site du BGEEE.

Malgré les progrès accomplis, les manquements sont encore nombreux pour encadrer durablement l'ensemble des activités minières. **Le rapport tire la sonnette d'alarme contre les effets dévastateurs et irrécupérables de ce boom minier** : « *il est impératif que les recommandations et actions proposées dans la présente étude se doivent d'être mises en œuvre à très court terme afin d'éviter que la capacité du milieu biophysique et humain ne puisse supporter la multiplication des activités minières présentement en cours. Il appartient alors aux plus hautes instances décisionnelles de l'État guinéen de statuer sur la nécessité d'imposer un ralentissement, voire même l'établissement d'un moratoire sur le développement minier.* » [\[12\]](#)



Site d'extraction de latérite utilisé pour construire les routes minières et chemins de fer



Le défi du temps

En attendant des mesures concrètes, **les infrastructures se multiplient, les camions continuent de faire voler la poussière** et le président guinéen Alpha Conde déclare qu'il **ne considère pas l'exploitation minière comme le principal levier économique du pays**, qu'il attribue à l'agro-industrie [13]. Défricher les forêts et **les transformer en vastes étendues agricoles**, c'est le prix du développement et d'une surenchère dévastatrice dont les forêts de Bornéo et d'Amazonie font actuellement les frais. A Boké, malgré les ambitions de coopération annoncées par les entreprises, c'est l'esprit de compétition qui se fait le plus ressentir. **Il faut aller plus vite que l'autre pour acquérir les terres, construire sa route et son port et exporter le minerai à un coût énergétique et écologique intenable.** Le marché n'attend pas, les autorités guinéennes l'ont compris. Qu'elles utilisent l'argument de levier économique pour tirer profit des richesses naturelles du pays fait sens. **Qu'elles laissent s'emballer la machine sans avoir les capacités suffisantes pour en garantir la gestion durable** n'est plus de l'ordre du déraisonnable mais de la folie. Une folie qui s'est emparée du monde avec la propagation du prêt-à-jeter qui crée une demande croissante pour ces ressources.

En Guinée, la crise sanitaire et économique qui secoue le monde force un ralentissement et offre **l'opportunité d'opérer les réajustements** recommandés dans l'étude d'impacts cumulatifs. A l'échelle globale, la crise du covid-19, que de nombreuses analyses décrivent comme **le résultat de l'emprise exponentielle de l'Homme sur la nature**, [14] nous signale **l'urgence de ralentir, un oxymore révélateur du paradoxe de nos sociétés.** L'accumulation des routes, des ports et de tout ce qui compose les circuits humains a facilité et accéléré la propagation du virus qui a mis les sociétés à l'arrêt en quelques mois, **nous rappelant que nous ne sommes pas maîtres du temps** mais une partie de la nature intemporelle.

Alors, comment réduire la pression sur l'environnement et gérer durablement les précieuses richesses naturelles ? Dans son nouveau Green Deal, l'Union Européenne inclut un plan d'action pour une économie circulaire [15], ce qui laisse entrevoir de meilleures perspectives. Pourtant les défis restent nombreux. Dans un témoignage, les jeunes entrepreneurs de *la Boucle Verte* partagent **leur désillusion après avoir tenté durant trois ans de rentabiliser leur initiative de recyclage de canettes.** Ils ont fini par jeter l'éponge, réalisant que l'aluminium recyclé, pourtant 95% moins énergivore, est très peu rentable tant l'offre du métal neuf est importante sur le marché global [16]. Le problème est complexe et systémique. Or qui dit système, dit ensemble évoluant grâce à l'action de chacune des parties qui le composent. En tant que parties de ce système, **chacun d'entre nous incarne donc le problème mais aussi la solution.** Car nous devons construire et faire fonctionner des infrastructures (transport, logement, santé, éducation, énergie...) et consommer, nos sociétés auront toujours une incidence sur le milieu. Heureusement, grâce à l'intelligence de l'Homme et en s'inspirant de la nature, **cette incidence peut être identifiée, évaluée et gérée.** Comme les arbres, vivre en harmonie avec son environnement, ce n'est ni plus ni moins que le plus grand défi lancé à l'humanité et la prochaine étape de son évolution.

Brieuc Debontridder

Notes

[1] <https://afrique.latribune.fr/finances/investissement/2017-09-08/guinee-un-deal-chinois-a-20-milliards-de-dollars-contre-des-ressources-minieres-749504.html>

[2] <https://aminata.com/lu-pour-vous-chine-guinee-un-partenariat-a-sens-unique/>

[3] <https://www.jeuneafrique.com/mag/866672/economie/guinee-bauxite-demarrage-mouvemente-du-chinois-chalco-a-boffa/>

[4] <https://www.reuters.com/article/us-guinea-mining/guinea-boosts-power-output-to-foster-bauxite-refining-idUSKCN1S2230>

[5] <https://aminata.com/lu-pour-vous-chine-guinee-un-partenariat-a-sens-unique/>

[6] <https://www.financialafrik.com/2019/11/25/guinee-attribution-du-simandou-a-la-smb-attention-au-revers-de-la-medaille/>

[7] Rapport d'Étude d'Impact Social et Environnemental, République de Guinée, Ministère des mines et de la géologie, Norda Stello, 2019

[8] <https://www.hrw.org/fr/report/2018/10/04/quels-benefices-en-tirons-nous/impact-de-l'exploitation-de-la-bauxite-sur-les>

[9] <https://chambredesminesgn.com/2016/07/29/atelier-dechange-sur-les-enjeux-et-opportunites-du-secteur-minier-la-chambre-des-mines-de-guinee-et-la-giz-sengagent-dans-la-promotion-du-developpement-communautaire-2/>

[10] <https://www.afrik21.africa/guinee-reseau-environnement-bauxite-elabore-son-plan-pour-protoger-la-biodiversite/>

[11] <https://www.afrik21.africa/en/guinea-sinohydro-to-build-the-294-mw-koukoutamba-hydroelectric-dam/>

[12] Rapport d'Étude d'Impact Social et Environnemental, République de Guinée, Ministère des mines et de la géologie, Norda Stello, 2019

[13] <https://afrique.latribune.fr/politique/leadership/2017-05-11/alpha-conde-les-mines-ne-peuvent-pas-etre-le-levier-de-notre-developpement-709733.html>

[14] <https://ideas4development.org/pandemies-origines-ecologiques-covid-19/?fbclid=IwAR1rRsUMbpj35zBuhag6oLOzvvUzmkB6VK6UsvwRC-oYniTHTrow1TN68B4>

[15] https://moderndiplomacy.eu/2020/03/17/a-new-circular-economy-action-plan-for-a-cleaner-and-more-competitive-europe/?fbclid=IwAR2SINFCgsXNqydZtQ3p36cp2MSYA23G3Jm3u0kM3dG8Vq_eFlhCYcttTUM

[16] <https://labouclevette.fr/arret-dactivite/>

La déforestation en Amazonie est liée à l'exportation vers l'Europe de bœuf et de soja, montre une étude scientifique

Reporterre 17 juillet 2020



Un article paru vendredi 17 juillet dans la revue *Science*, intitulé *The rotten apples of Brazil's agribusiness* (Les fruits pourris de l'agrobusiness brésilien), établit un lien entre de grandes chaînes d'approvisionnement en soja

et en viande bovine — les principales exportations agricoles du Brésil — et les activités illégales de déforestation dans les régions de l'Amazonie et du Cerrado.

Alors que la plupart des exportations agricoles du Brésil sont exemptes de déforestation, une petite partie du secteur, très destructrice, menace de compromettre l'avenir économique de l'agroalimentaire du pays tout en contribuant à l'aggravation de la crise environnementale et climatique régionale et mondiale. **Extrait de « Science »**

Le chercheur Raoni Rajão et ses collègues ont compilé un ensemble complet de cartes sur l'usage des terres et sur la déforestation au Brésil, comprenant 815.000 parcelles et ont modélisé le niveau de conformité à la loi pour chacune d'entre elles afin d'évaluer les activités de déforestation légales et illégales liées au soja et au bœuf exportés vers l'Union européenne (UE).

Les résultats montrent que si seulement 2 % des propriétés sont responsables de 62 % de la déforestation illégale dans leur région d'étude, une part importante de cette déforestation est liée aux produits agricoles d'exportation. **Les auteurs estiment que jusqu'à 22 % du soja et plus de 60 % de la viande bovine exportée annuellement vers l'UE peuvent être liés à la déforestation illégale.**

L'UE et le Mercosur — le marché commun latino-américain auquel appartient le Brésil — pourraient [ratifier un accord commercial d'envergure d'ici la fin de l'année 2020](#). De nombreux observateurs craignent que ce traité de libre-échange n'entraîne une augmentation de la production agricole, et donc de la déforestation.

« Indéniablement, tous les partenaires économiques du Brésil devraient partager la responsabilité de promouvoir indirectement la déforestation et les émissions de gaz à effet de serre en n'interdisant pas les importations et la consommation de produits agricoles contaminés par la déforestation, illégale ou non », écrivent les auteurs.

Source : [Science](#) **Photo :** Amazonie vue du ciel, [©Véronique Debord-Lazaro/Flickr](#).

Alerte pollution: la quantité de plastique devrait tripler d'ici 2040 dans les océans

Ju.M. | 24/07/2020

Les rejets dans la mer devraient passer à près de 30 millions en 2040, avec un stock de plastique flottant quatre fois plus important qu'aujourd'hui.



À la manière des experts du GIEC pour le climat, différents spécialistes (des chercheurs de la Fondation Ellen MacArthur, de l'université d'Oxford, de l'université de Leeds et de Common Seasse) sont penchés sur l'évolution des déchets plastique pour l'ONG américaine The Pew Charitable Trusts. Et leur rapport « [Breaking the plastic wave](#) », révélé ce 23 juillet 2020, est alarmant.

En 2016, les [rejets](#) dans la mer étaient de 11 millions de tonnes par an. Ils devraient passer à près de 30 millions en 2040, avec un stock de plastique flottant quatre fois plus important qu'aujourd'hui, ont chiffré les experts. Et comme le plastique ne se dégrade pas, cela représenterait un total de 600 millions de tonnes de plastique dans les océans.

Ceci ne sera pas sans conséquences pour la pêche, la santé, l'alimentation et les émissions de gaz à effet de serre. Au moins [600 espèces sauvages](#) sont touchées par les déchets marins, selon Ocean Conservancy. De nombreuses espèces de poissons consomment des débris plastiques en les confondant avec de la vraie nourriture, qui entre ensuite dans notre chaîne alimentaire via le marché des fruits de mer.

Il ne suffit plus de se passer de paille ou de couverts en plastique

Or, d'après l'étude, ce n'est pas en se passant de couverts ou de paille en plastique que le monde réussira à endiguer cette pollution. Les experts constatent que la production plastique suit une cadence beaucoup plus importante que celle du recyclage. Et qu'il reste à peine deux années pour changer les choses.

Le rapport défend huit leviers d'action qui passent par une réduction de la production, un effort sur le recyclage, les produits de substitution, et le réemploi. Les experts suggèrent entre autres de soutenir les filières de récupération dans les pays en voie de développement. Globalement, ces actions permettraient de réduire la pollution plastique des océans de 80 % d'ici 2040, relaie [franceinfo](#). « *Nous sommes convaincus qu'il est pratiquement impossible d'essayer de changer le système en tant qu'individus. L'accent est mis sur les entreprises et les gouvernements, car ce sont eux qui ont le pouvoir de changer le système* », a déclaré à [The Independent](#), Rob Opsomer, directeur exécutif des plastiques, de la mode et des finances à la Fondation Ellen MacArthur.

Fin 2019, [Break Free from Plastics](#), une coalition mondiale d'ONG, avait déjà noté que les dizaines de milliers de déchets plastiques polluant la planète sont générées par une poignée de multinationales.

Arithmétique simple : Pourquoi les objectifs d'émissions nettes zéro ne seront jamais atteints par l'énergie éolienne et solaire

18 août 2020 par stopthesethings



Les objectifs de zéro émission de dioxyde de carbone ne sont que le dernier cri en date pour s'emparer de nos supérieurs politiques, poussés par les alarmistes climatiques et les chercheurs de loyers prêts à profiter de l'arnaque des subventions à l'énergie éolienne et solaire.

L'idée que les économies modernes peuvent fonctionner sans l'énergie produite par les combustibles fossiles (qu'ils soient consommés par les voitures ou pour la production d'électricité) est à la base de la vie sur Mars et des machines à mouvement perpétuel.

Et pourtant, il y a beaucoup d'appuis de pure forme à un concept qui fait que les ingénieurs qui ont construit les systèmes sur lesquels nous nous appuyons sont complètement désemparés. L'un d'entre eux, Mike Travers CEng, MIMechE, FIET, a passé vingt ans au sein du Royal Engineers et, dans les années 1960, a dirigé une station de suivi géodésique par satellite. Dans les années 1970, il a travaillé dans le secteur hydroélectrique sur les systèmes des rivières Columbia et Snake aux États-Unis. Il a également été membre du comité de réglementation du câblage de l'IET. Dans les années 1980, il a fait partie des équipes de conception, de construction puis d'exploitation d'un grand craqueur d'hydrocarbures. Il a été le représentant de l'industrie au sein du comité qui a réécrit les codes du réseau électrique pour l'Écosse. Il a terminé sa carrière en tant que directeur de l'ingénierie d'une entreprise de chimie fine.

Travers se penche sur les coûts cachés colossaux pour les ménages si jamais l'absurdité du "zéro net" était totalement libérée.

Le coût caché du Net Zéro : Recâblage du Royaume-Uni

Global Warming Policy Foundation

Mike Travers Juillet 2020

Résumé

Les plans de décarbonisation de l'économie nécessiteront probablement une installation de la part des propriétaires :

- des pompes à chaleur
- les points de recharge des véhicules électriques
- douches électriques
- d'autres appareils électriques.

La demande supplémentaire d'électricité va submerger la plupart des fusibles domestiques, obligeant ainsi les propriétaires à en installer de nouveaux, ainsi que des disjoncteurs et de nouveaux tableaux de distribution. La plupart d'entre eux devront également refaire le câblage entre leur fusible principal et le réseau de distribution. Dans les zones urbaines, où la plupart des câblages électriques sont souterrains, il faudra payer pour qu'une tranchée soit creusée entre la maison et les circuits d'alimentation dans la rue.

En outre, l'augmentation de la demande le long d'une rue signifie que le réseau de distribution devra également être modernisé. Cela impliquera l'installation de câbles plus gros et le remplacement des transformateurs de distribution par des câbles plus gros. La plupart des rues urbaines devront être creusées. Dans les zones rurales, où l'électricité est normalement acheminée par des câbles aériens, il sera peut-être possible de remplacer simplement les fils, mais il est plus probable que les câbles devront être enterrés à la place.

Le coût du recâblage pour le seul pays dépassera probablement les 200 milliards de livres sterling, soit plus de 7 000 livres sterling par foyer. Ce chiffre exclut le coût des nouveaux équipements, tels que les chargeurs de VE, les pompes à chaleur et les douches électriques.

1. Introduction

Je suis sûr que chacun d'entre nous au Royaume-Uni est favorable à la réduction des déchets, à la non pollution des océans par le plastique, à la collecte de nos déchets (même si les gens continuent à jeter des tonnes de déchets par les vitres de leurs voitures), à la réduction des rejets de tous types dans notre atmosphère fragile et au maintien d'un mode de vie raisonnable. Pour ce faire, nous devons planifier, concevoir et construire de manière raisonnable. Ce que nous ne pouvons pas nous permettre de faire, c'est de gonfler les prix de l'électricité et d'autres coûts : cela ne fera que provoquer la sortie de l'industrie manufacturière du pays et l'exportation de nos émissions de dioxyde de carbone.

Néanmoins, les entreprises et les consommateurs sont confrontés à une augmentation constante des factures d'électricité depuis 12 ans. Les prix moyens intérieurs sont passés de 6 à 16 pence par unité. C'est plus de 150 % en 12 ans, plus vite que pour tout autre produit de base. Cette situation est en partie due à une mauvaise planification du système. Les ingénieurs ont depuis longtemps perdu le contrôle de l'approvisionnement en électricité, et les régulateurs, les comptables et les avocats qui exercent aujourd'hui leur influence ont conspiré pour empêcher toute amélioration sensible du système. Comme le disait mon père : "Un ingénieur peut faire pour six pence ce que n'importe quel imbécile pourrait faire pour une demi-couronne".

Mais une grande partie du coût supplémentaire peut être attribuée aux efforts de décarbonisation du système électrique. Les turbines à gaz peuvent produire de l'électricité pour un quart du coût des éoliennes, donc l'accent mis sur les énergies renouvelables signifie qu'il est inévitable que les prix augmentent. Si l'on ajoute à cela le coût du traitement de l'intermittence, la facture à payer devient très élevée. Alors que nous nous dirigeons vers un réseau entièrement décarbonisé, les dépenses deviendront véritablement astronomiques. Nous devons même payer les éoliennes pour qu'elles s'éteignent. Ces paiements dits "de contrainte" ont atteint 140 millions de livres sterling en 2019.

Et l'impact sur les poches des consommateurs va encore s'aggraver à mesure que la portée des plans gouvernementaux dépassera le cadre du système électrique et s'étendra à la vie quotidienne des gens. Depuis 20 ans, ils encouragent les propriétaires à installer davantage d'isolation, voire obligent les compagnies d'électricité à le faire (même si les mesures les plus économiques, comme l'isolation des greniers, seront difficiles à justifier si la maison n'est pas rendue étanche en même temps ; la mise en place de mesures plus importantes est d'un coût prohibitif). Mais comme les voitures électriques et les pompes à chaleur sont rendues obligatoires, le

propriétaire britannique est confronté à des bouleversements considérables et, bien sûr, à des coûts bien plus élevés. Certains de ces impacts ont déjà fait l'objet d'un débat public considérable. Le présent document examine d'autres coûts et inconvénients publics importants qui n'ont pas reçu autant d'attention.

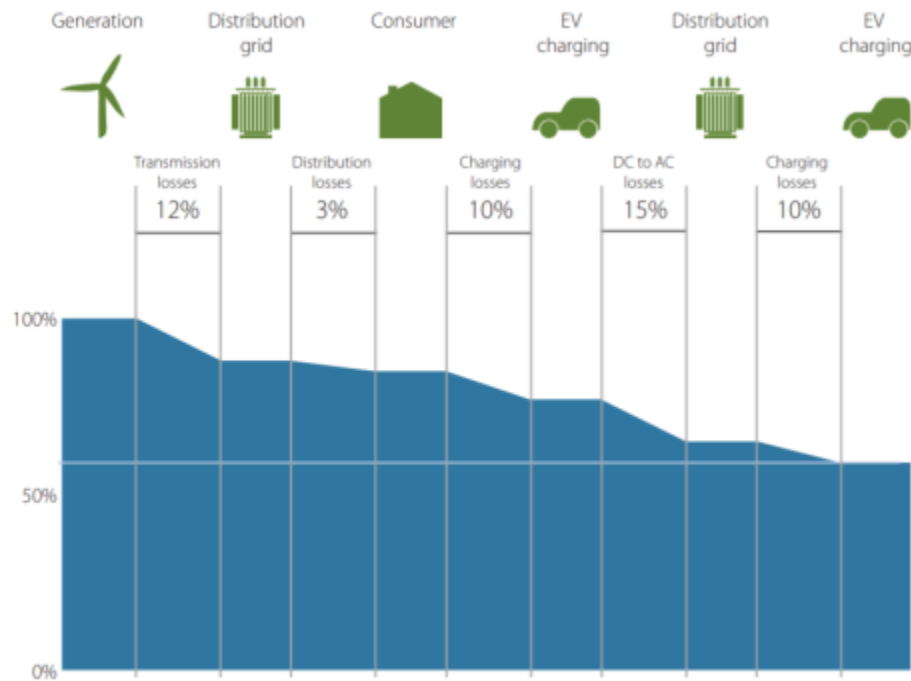


Figure 1: Energy losses from generation to charging.

Un résumé des sections du document

2. Les changements à venir

- Recharge des voitures électriques
- Revendre l'électricité au réseau
- Chauffage
- Eau chaude et douches
- Ventilation et échanges de chaleur

3. Faire face aux surcharges à la maison

4. Net zéro et le réseau de distribution

- Gérer la demande
- Mise à niveau du câblage
 - Câbles de service
 - Circuits d'alimentation
 - Transformateur de distribution

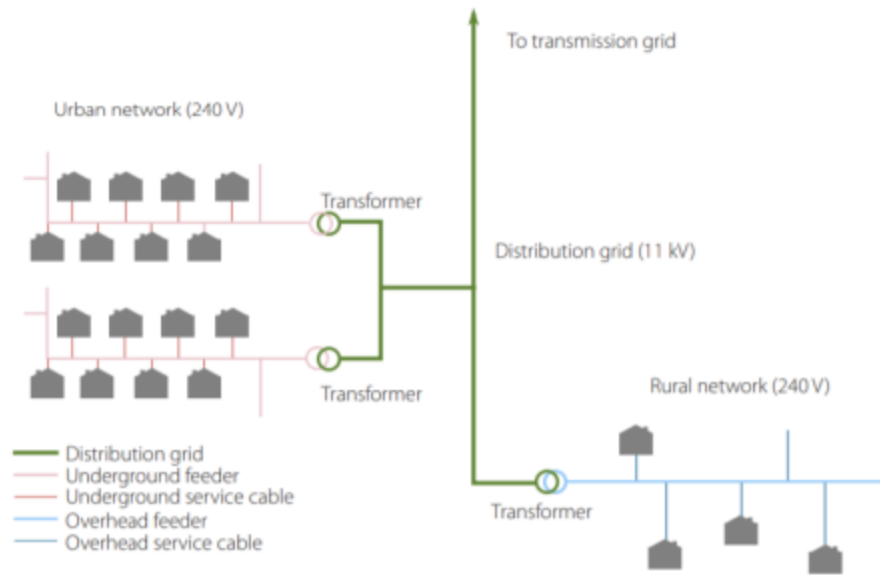


Figure 2: Getting electricity to homes

5. Résumé des coûts

6. Quelques difficultés pratiques

Où sont les câbles ?

À qui appartient le compteur intelligent qui doit être amélioré ?

Qui est sur quelle phase ?

Et autre chose ?

7. Qui devrait se pencher sur ces problèmes ?

Fondation pour une politique de lutte contre le réchauffement climatique



Les coûts cachés du Net Zero émission

John O'Sullivan

28 juillet 2020 Le pipeline

Dans la rubrique de la semaine dernière, j'ai fait valoir que pour faire face aux menaces du changement climatique, notre meilleure approche serait d'oublier les étiquettes comme "négationnisme climatique" et "alarmisme climatique", de rendre compte des problèmes de manière équitable et de s'y attaquer de manière pratique. Lorsque j'ai préconisé cette approche de "pragmatisme climatique", je pensais en termes de "Big Picture" : Comment répartir au mieux les maigres ressources entre l'adaptation au changement climatique et la recherche d'une atténuation, par exemple ? Ou entre la production d'énergie principalement à partir de combustibles fossiles, comme c'est le cas actuellement, ou à partir de "renouvelables", ou encore le passage au nucléaire ? Où notre argent obtiendra-t-il les meilleurs résultats ?

Il est évidemment nécessaire, voire inévitable, de répondre à ces questions générales, mais il est également très difficile d'y répondre correctement, c'est-à-dire de manière convaincante, car elles comportent de nombreuses variables. Il est un peu plus facile (bien que cela reste difficile) d'examiner le caractère pratique de politiques spécifiques du point de vue non seulement des gouvernements qui les proposent et les mettent en œuvre, mais aussi des citoyens ordinaires qui doivent vivre avec leur impact.

C'est ce que fait Mike Travers, un éminent ingénieur possédant une vaste expérience dans cette discipline des plus pratiques, avec une grande expertise pratique et parfois un esprit aride, dans une nouvelle monographie de la Global Warming Policy Foundation intitulée *ReWiring the UK : the Hidden Costs of Net Zero*.

Je suis sûr que chacun d'entre nous au Royaume-Uni est favorable à la réduction des déchets, à la non pollution des océans par le plastique, à la collecte de nos déchets (bien que les gens continuent à jeter des tonnes de déchets par les vitres de leurs voitures), à la réduction des rejets de tous types dans notre atmosphère fragile et au maintien d'un mode de vie raisonnable. Pour ce faire, nous devons planifier, concevoir et construire de manière raisonnable. Ce que nous ne pouvons pas nous permettre de faire, c'est de gonfler les prix de l'électricité et d'autres coûts : cela ne fera que provoquer la sortie de l'industrie manufacturière du pays et l'exportation de nos émissions de dioxyde de carbone.

Travers commence par le problème, qui est que les prix de l'électricité ont fortement augmenté au Royaume-Uni : "Les entreprises et les consommateurs ont été confrontés à une augmentation constante des factures d'électricité au cours des 12 dernières années. Les prix moyens intérieurs sont passés de 6 à 16 pence par unité. C'est plus de 150 % en douze ans, plus vite que pour tout autre produit de base. Cela est en partie dû à une mauvaise planification du système".

Et pourquoi cela ? Travers donne d'abord l'occasion à un piqué professionnel compréhensible que "les ingénieurs ont depuis longtemps perdu le contrôle de l'alimentation électrique, et les régulateurs, les comptables et les avocats qui ont maintenant le dessus ont conspiré pour empêcher des améliorations sensibles du système".

Sa deuxième explication, cependant, va au cœur du problème, à savoir que la hausse des prix de l'électricité est principalement due aux politiques gouvernementales visant à "décarboniser l'économie". (c'est-à-dire les coûts cachés du titre de la monographie), alors que le pays passe des turbines à gaz aux turbines éoliennes, beaucoup plus coûteuses, pour générer de l'électricité et se rapprocher de l'objectif de zéro émission nette de carbone.

Alors que nous nous dirigeons vers un réseau entièrement décarbonisé, les dépenses deviendront véritablement astronomiques. Nous devons même payer les parcs éoliens pour qu'ils s'éteignent. Ces paiements dits "de contrainte" ont atteint 140 millions de livres sterling en 2019.

L'augmentation des prix de l'électricité due à la décarbonisation est un problème majeur, surtout lorsque les consommateurs sont confrontés à des temps plus difficiles en raison de l'impact cumulatif de Covid-19 et du

verrouillage, mais ce sont loin d'être les seuls résultats négatifs. En effet, le gouvernement britannique, bien que dirigé par un premier ministre optimiste et facile à vivre, Boris Johnson, s'est engagé à exiger des Britanniques ordinaires qu'ils apportent des changements majeurs à leur mode de vie, ce qui signifie qu'ils devront supporter des coûts plus élevés en tant que consommateurs, utilisateurs d'électricité et contribuables. Par exemple, le gouvernement a déjà annoncé qu'il rendrait obligatoire le passage aux voitures électriques d'ici 2035 et que la réglementation inclura les voitures hybrides. Et il est peu probable qu'il s'agisse uniquement d'une telle réglementation. Les Britanniques seront également tenus d'installer dans leurs maisons d'autres dispositifs tels que des pompes à chaleur et des points de recharge pour véhicules électriques.

Le coût de l'installation des seules bornes de recharge des VE sera considérable. Travers estime qu'il sera de l'ordre de 31 milliards de livres. Mais c'est peu par rapport aux pertes globales dues à l'installation et à l'utilisation de tous les dispositifs électriques supplémentaires nécessaires à la décarbonisation (c'est moi qui souligne) :

La demande supplémentaire d'électricité submergera la plupart des fusibles domestiques, obligeant ainsi les propriétaires à en installer de nouveaux, ainsi que des disjoncteurs et de nouveaux tableaux de distribution. La plupart d'entre eux devront également refaire le câblage entre leur fusible principal et le réseau de distribution. Dans les zones urbaines, où la plupart des câblages électriques sont souterrains, il faudra payer pour qu'une tranchée soit creusée entre la maison et les circuits d'alimentation dans la rue. En outre, l'augmentation de la demande le long d'une rue signifie que le réseau de distribution devra également être modernisé. Cela impliquera l'installation de câbles plus gros et le remplacement des transformateurs de distribution par des câbles plus gros. La plupart des rues urbaines devront être creusées. Le coût du re-câblage pour le seul pays dépassera probablement les 200 milliards de livres sterling, soit plus de 7 000 livres sterling par ménage. Ce chiffre exclut le coût des nouveaux équipements, tels que les chargeurs de VE, les pompes à chaleur et les douches électriques.

C'est l'impact total sur les ménages. C'est alarmant. Mais c'est sur les détails de l'impact de ces réglementations centralisées sur les ménages que Travers se concentre. Le voici, par exemple, sur les pompes à chaleur :

La meilleure alternative est une pompe à chaleur géothermique (GSHP), qui extrait la chaleur de la terre, en utilisant un réseau de tuyaux enterrés. Cependant, cela nécessite beaucoup d'espace, et elles ne sont donc vraiment une option que pour les personnes qui possèdent des parcelles de terrain importantes ou qui peuvent se permettre l'alternative d'un forage. Le coût total de l'installation d'un système de chauffage au gaz ou au pétrole dans une nouvelle maison est probablement de 18 000 livres sterling, soit quatre fois le coût actuel d'un système de chauffage au gaz ou au pétrole. L'alternative est une pompe à chaleur à air (ASHP), qui pourrait coûter 10 000 £, qui donne des gains énergétiques plutôt inférieurs à ceux des GSHP, et qui souffre d'importantes réductions d'efficacité par temps froid.

Même un lecteur attentif de la presse sérieuse ne devinerait pas un dixième des bouleversements et des surcoûts que les véhicules électriques et les pompes à chaleur sont susceptibles de causer à eux seuls aux Britanniques - et donc aux ministres du gouvernement - lorsque les électeurs réaliseront ce que ces principes moraux élevés signifieront en pratique.

Si les ministres prêtent attention à Travers sur les coûts et le caractère pratique de leurs politiques, ils reconsidéreront la décarbonisation et envisageront plutôt de passer au nucléaire ou de choisir l'adaptation plutôt que l'atténuation. Mais l'aspect pratique et le gouvernement vivent de plus en plus séparément - le premier dans ce monde, le second dans l'utopie. Et une réconciliation entre eux est probablement une catastrophe à venir.

Le pipeline



Et la solution serait ? ??

Bien trop d'humains sur une petite planète

Michel Sourrouille 18 août 2020 / Par [biosphere](#)

L'idée d'une surpopulation humaine commence à faire son chemin dans les mentalités. Ainsi ces [commentaires sur lemonde.fr](#) à propos d'un article intitulé « Sommes-nous trop nombreux ? » :

jmv56 : La surpopulation est une évidence et c'est ce qui explique les migrations, la faim dans émonde, la détérioration de l'environnement.....Il est indispensable que tous les pays régulent leur population pour leur propre sécurité et celle du monde

Camtaoij : Je ne comprends pas qu'on se pose encore la question de savoir si oui ou non nous sommes trop nombreux. Nous épuisons notre planète à grande vitesse. La France n'est pratiquement qu'un immense champ qu'on recouvre de pesticides. Même les forêts ne sont que des champs de bois. Avec 1 milliard d'humains, la Terre ne serait pas dépeuplée, vide ou triste : elle serait simplement à son niveau des années 1800. Il y aurait alors de la place pour tous, sans devoir s'agglutiner dans de minuscules appartements, dans d'immenses tours. On pourrait produire de façon durable tout ce dont on a besoin. Il y aurait aussi de la place pour la nature, pour que des écosystèmes aujourd'hui complètement anthropisés se reconstruisent et retrouvent leurs équilibres. Alors oui, la planète peut sans doute nourrir 10 milliards de personnes. Mais pour cela il faut finir de la transformer en immense usine d'êtres humains. Qui veut vraiment de ça ?

Ritalu : Sommes-nous capables d'assurer une vie décente aux 8 milliards d'humains? NON alors arrêtons avec le slogan biblique « croissez et multipliez vous ». Maintenant la question est de savoir quels politiciens veulent vraiment une vie décente pour chacun quand 1% de la population détourne 15% de la production pour autrefois construire des cathédrales et pour vivre aujourd'hui dans une opulence à vomir.

Francis.C : Il faut être clair : si les ressources de la planète ne sont pas encore épuisées (même si on s'en rapproche), c'est parce que la majorité des humains est très pauvre et donc consomme peu. Pas de quoi se réjouir, quelle que soit la façon dont on envisage le problème. Quand axu modèles démographiques qui ne prennent pas en compte le fait que la croissance (population et/ou niveau de vie) sera sous contrainte biophysique, ils ne valent pas grand chose.

SyM : Plus les ressources énergétiques d'une population sont abondantes, plus elle croît, et vice versa. Donc pour l'humanité, quand on aura tout épuisé, et c'est bien enclenché puisque la quantité de pétrole disponible atteint son pic et que les autres ressources naturelles s'épuisent à une vitesse de plus en plus folle, la population

s'effondrera. Dans quelles conditions ? C'est à cette question abyssale que les écologistes essayent de sensibiliser, car ils ont trop peur de connaître la réponse... Et oui, l'écologie c'est aussi une science.

Grand Enfant : Quand l'humain est entouré de beaucoup d'araignées, il dit qu'il y a trop d'araignées. On peut remplacer araignées par moustiques, mouches, lapins, sangliers, méduses, etc. Mais non, les humains ne sont pas nombreux, eux dont la biomasse, associée à leurs animaux domestiques, dépasse, que dis-je, écrase celles de tous les autres mammifères sauvages (il n'en était pas ainsi il y a 10000 ans). L'humain est cause de disparitions d'espèces, de diminution d'espaces sauvages, de pollution des cours d'eau et des terres, de raréfaction de réchauffement climatique. Un élève de CM2 comprend très bien pourquoi une population divisée par 10 polluera son environnement 10 fois moins, toutes choses étant égales par ailleurs. Une population limitée (volontairement), c'est un niveau de vie préservé.

jean-claude meyer : Cela est une évidence que la population d'êtres humains est bien trop élevée. Des études montrent que nous sommes déjà 3 milliards de trop. Cela entraîne une pauvreté grandissante et surtout la mise à sac de la planète, déjà affectée par le réchauffement climatique. Les batailles pour l'eau ont déjà commencé, celles pour la nourriture vont crescendo.

mon pseudo : Petit rappel, il n'existe aucun modèle démographique stable, soit la population explose, soit elle chute. Quand une population de nénuphars double tous les jours dans sa mare, la régulation change bien avant le dernier jour, car faute de place ou de nourriture la croissance exponentielle s'effondre. Ainsi va la nature, une période de croissance, une de décroissance, c'est cyclique. Les Cassandre n'ont pas tort, lorsque quelque élément vital commencera à manquer la population humaine baissera nécessairement.

Arbacèles : Pour faire simple, si nous mettons le monde entier au niveau de vie de la France, nous consommerions 2,7 fois la capacité de renouvellement de notre planète... nous sommes donc (suivant ces paramètres) 2,7 fois trop nombreux.

Lilk : Vous avez raison Arbacèles, mais avec deux degrés de plus, la capacité de 'renouvellement' de la Terre sera sûrement affectée et il est fort probable que le facteur 2,7 soit sous estimé !

Félix 86 : C'est une évidence. Ça ne sert pas à grand chose de réduire nos émissions de gaz à effet de serre si la population continue d'augmenter à ce rythme. Plus 100 millions d'humains chaque année, c'est comme vouloir arrêter la marée montante avec une serpillière !

SECTION ÉCONOMIE



Marchés: Sommes-nous au bord d'un précipice comme en 2007, 2000, 1987, 1973 ou 1929 ?

Publié le 18 août 2020 à 06:00:55 / 6 commentaires / 614 vues

Aujourd'hui, après une nouvelle année record sur la plupart des marchés boursiers mondiaux, très peu d'investisseurs se montrent préoccupés. Pourquoi le... Lire la suite



Plus grande expérimentation monétaire de l'histoire: La taille du Bilan de la banque du Japon représente désormais plus de 130% du Pib.

Publié le 17 août 2020 à 21:00:56 / 1 commentaire / 220 vues

Le taille du Bilan de la banque du Japon représente désormais plus de 130% du Pib. Rappelons que le PIB japonais s'est effondré de 27,8% au 2nd trimestre

2020 dans un... Lire la suite



WOW ! Le PIB japonais s'est effondré de 27,8% au 2nd trimestre dans un contexte de résurgence virale. Pire chute des données depuis 1955.

Publié le 17 août 2020 à 20:16:14 / 1 commentaire / 189 vues

WOW ! Le PIB japonais s'est effondré de 27,8% au 2nd trimestre 2020 sur un an, dans un contexte de résurgence virale. Pire chute des données depuis

1955. Japon: les... Lire la suite



Pour la première fois depuis 2 ans, les Hedge funds sont devenus baissiers sur le dollar !

Publié le 17 août 2020 à 19:16:29 / 1 commentaire / 226 vues

Pour la première fois depuis 2 ans, les Hedge funds sont devenus baissiers sur le dollar ! Hedge funds are short on the dollar for first time in two years... Lire la suite



Pour la reprise en forme de « V », c'est fini ! Voyez plutôt celle en forme de Z ! Chute de l'indice Empire State en août

Publié le 17 août 2020 à 17:41:47 / 0 commentaire / 654 vues

Alors que les analystes anticipaient une légère baisse de l'enquête sur « l'Empire State Manufacturing »(de 17,2 à 15,0), en réalité, l'indice a chuté,... Lire la suite



Trafic aérien: une chute historique du secteur, plombé par la crise sanitaire

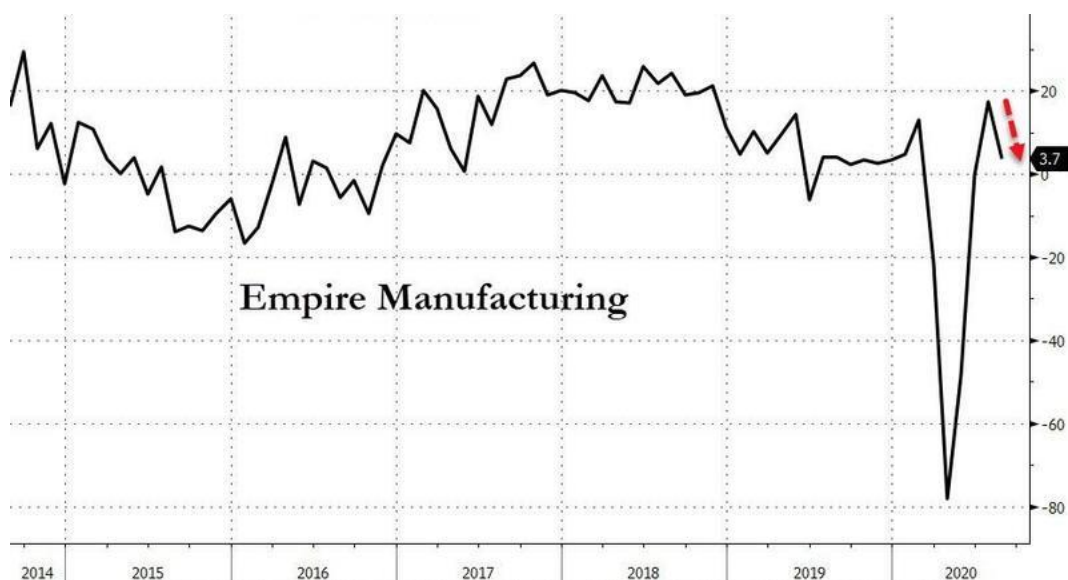
Publié le 17 août 2020 à 16:00:34 / 2 commentaires / 235 vues

La crise sanitaire a durement frappé le secteur aérien. Présente sur le plateau du 13 Heures, la journaliste Dorothée Lachaud fait le point sur la situation. Plus de 1... Lire la suite

Pour la reprise en forme de « V », c'est fini ! Voyez plutôt celle en forme de Z ! Chute de l'indice Empire State en août

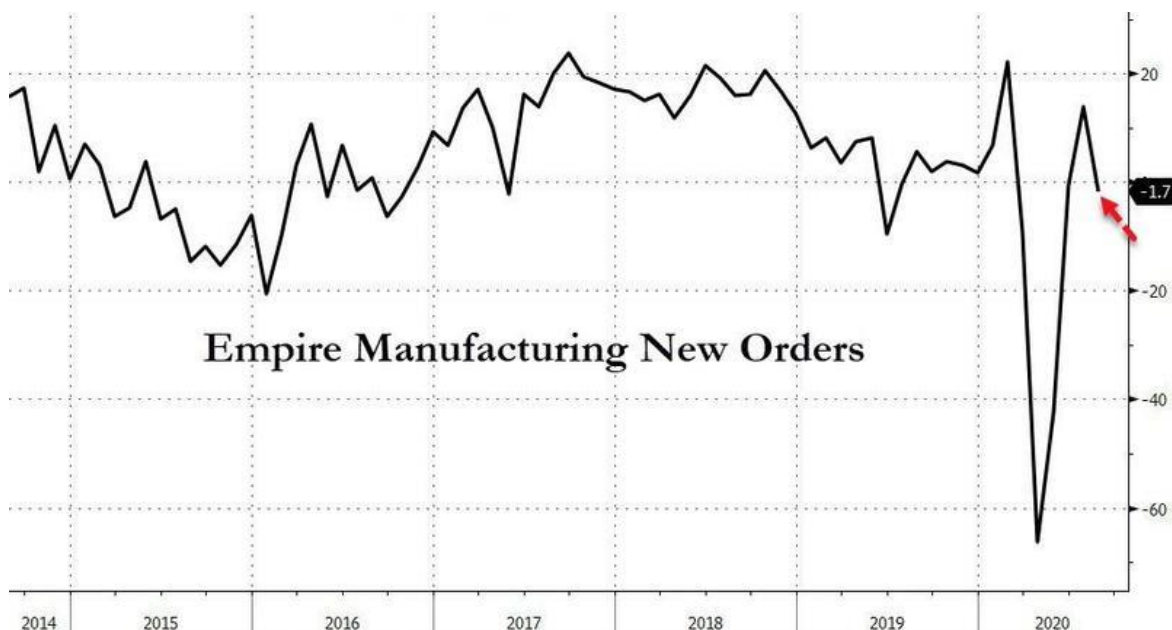
Source: [zerohedge](https://www.zerohedge.com) Le 17 Août 2020

Alors que les analystes anticipaient une légère baisse de l'enquête sur « l'Empire State Manufacturing »(de 17,2 à 15,0), en réalité, l'indice a chuté, atteignant seulement 3,7; laissant penser que l'énorme rebond depuis le creux lors du confinement était terminé...



La chute a été provoquée par une baisse des nouvelles commandes, car il semble que les demandes de réapprovisionnement qui étaient en attente aient pris fin.

Près de 34% des personnes interrogées ont déclaré que la situation commerciale s'améliorait, tandis qu'environ 30% ont déclaré que l'activité était en baisse. La jauge de la banque qui mesure les nouvelles commandes est tombée de 13,9 à -1,7 et l'indice des expéditions a chuté de 18,5 à 6,7.



Et enfin, nous notons que l'optimisme des fabricants new-yorkais quant aux conditions économiques au cours des six prochains mois s'obscurcit avec un espoir glissant de 38,4 à 34,3.

Marchés: Sommes-nous au bord d'un précipice comme en 2007, 2000, 1987, 1973 ou 1929 ?

Source: or.fr Le 18 Août 2020



Aujourd'hui, après une nouvelle année record sur la plupart des marchés boursiers mondiaux, très peu d'investisseurs se montrent préoccupés. Pourquoi le devraient-ils ? Après tout, beaucoup d'entre eux sont aujourd'hui plus riches que jamais.

Sommes-nous au bord d'un précipice comme en 2007, 2000, 1987, 1973 ou 1929 ?

Ces années sont des exemples de pics, suivis par des chutes de 50-90% des différents indices. Il faut se rappeler qu'il s'agissait de baisses moyennes et que beaucoup d'entreprises ont disparu. En 1973, je travaillais pour le groupe Dixons au Royaume-Uni et je me souviens très bien comment mes premières actions sont passées de 1,27 £ à 0,09 £, soit une chute de 93%. La société était financièrement solide, mais étant dans l'électronique grand public, elle s'est effondrée plus violemment que le marché. Dixons s'est ensuite redressé et, dans les années 1980, nous l'avons transformé en société du FTSE 100 et en principal détaillant électronique du Royaume-Uni.

Après une longue carrière dans les affaires et sur les marchés, j'ai appris qu'il est pratiquement impossible d'anticiper exactement les hauts et les bas. Comme l'a dit l'économiste John Maynard Keynes, **“Le marché peut rester irrationnel plus longtemps que vous ne pouvez rester solvable.”**

Voici une bombe à retardement avec 3 douzaines de raisons de s'inquiéter.

Source: or.fr Le 18 Août 2020



Voici une bombe à retardement avec 3 douzaines de raisons de s'inquiéter. N'importe lequel de ces facteurs de risque suffit à déclencher un krach boursier. Le catalyseur pourrait être l'Iran et le risque d'un conflit mondial majeur, ou alors les guerres commerciales, la faillite d'une banque comme la Deutsche ou l'effondrement du dollar américain. Mais le catalyseur ne sera pas nécessairement un événement majeur. Dans un marché aussi fragile, il pourrait s'agir de la faillite d'une petite banque ou même d'un événement politique.

Inutile d'essayer de savoir quel sera le déclencheur. Les investisseurs devraient plutôt se concentrer sur le risque. Avec un risque mondial sans précédent et une dette mondiale qui plane dangereusement, plus les produits dérivés et le passif non capitalisé dépassant les 2 *quadrillions* \$, le krach à venir sera monumental.

Le vent de l'histoire ou du boulet de canon

François Leclerc 18 août 2020



Les mois d'août sont réputés pour ne rien s'y passer, une idée fausse mais tenace. Le calme préluderait à la tempête, lit-on partout à propos du retour de la pandémie, mais on ne peut s'arrêter là. Des interventions militaires pourraient survenir aux marches de l'Europe, en mer Égée et en Biélorussie, tandis que Donald Trump mène campagne contre l'Iran.

Dans de nombreux coins du monde, depuis Hong Kong jusqu'à Minsk et à Bangkok, à Alger ou Tel Aviv, sans oublier Beyrouth, des manifestations monstres réclament en pure perte un changement qui n'intervient pas. Il y a blocage et rien ne semble pouvoir y faire. Comment, dans de telles conditions, faire sauter le bouchon ? comment faire triompher une si indéniable volonté populaire ?

Les contours d'une vie nouvelle ne sont plus dans le flou, alors que ceux qui détiennent le pouvoir biaisent, privilégiant la défense des avantages acquis des mieux nantis. La lutte des classes n'a pas disparue.

La transition écologique est revendiquée, sans garantie de succès, une autre n'est pas en vue les pouvoirs en place s'accrochant. Il était à juste titre déploré un retard programmatique chez ceux qui se réclamaient du changement sans lui donner de contenu, le vent a tourné, le programme a pris corps, et les questions stratégiques sont revenues au premier plan.

La plus redoutable d'entre elles est, pour reprendre une vieille formule qui s'est révélée prémonitoire, que l'on ne fait pas le socialisme dans un seul pays. Mondialisé, le capitalisme financier ne laisse aucune chance à de telles illusions. Ce qui alimente l'espoir, par défaut, qu'il ne résistera pas à ses propres contradictions, ce que nous vivons y contribuant. Avec le temps, celles-ci peuvent simplement prendre une nouvelle tournure, face à laquelle les banques centrales sont entrées en scène, leurs remèdes accentuant la maladie et exprimant une fuite en avant.

Une mutation à maturation lente est en cours. Mais les délais de la transition écologique ne sont pas expansibles, ce temps-là est compté, les signes n'en manquent pas. Le chacun pour soi entre États a déjà fait son apparition. Il n'est pas le résultat de lubies mais le début d'un repli. Par quelle évolution du pouvoir sera-t-il accompagné si cette dynamique se poursuit ? Quelle alternative y opposer avec des chances d'y parvenir ? Les protestations de masse auront-elles demain plus de succès qu'aujourd'hui ? La multiplication des actions exemplaires enclencheront-elles une autre dynamique, le rejet ne suffisant pas ?

Le boom du refinancement des prêts hypothécaires : pourquoi les refis sont-ils si risqués

par Wolf Richter - 16 août 2020

Le lobby des hypothèques s'est mis en colère contre la nouvelle "Adverse Market Refinance Fee" de Fannie Mae et Freddie Mac (0,5%), qui est le résultat de la gestion des risques et de la prévision des pertes précipitées par l'incertitude économique et du marché liée à COVID-19.

Par Wolf Richter pour WOLF STREET.

Le secteur hypothécaire est en émoi suite à l'annonce surprise de Fannie Mae et Freddie Mac (les GSE), mercredi soir, qu'ils factureraient une "commission de refinancement défavorable du marché" de 0,5 % sur le refinancement des prêts hypothécaires qu'ils achètent - "résultat de la gestion des risques et de la prévision des pertes précipitées par l'incertitude économique et du marché liée à COVID-19", a déclaré Freddie Mac dans une déclaration envoyée aux prêteurs.

La commission est destinée à réduire les pertes potentielles des contribuables qui soutiennent les EGE, car ces EGE voient maintenant le marché hypothécaire, et en particulier les refis, se diriger vers des difficultés. Les refis comportent un risque beaucoup plus élevé que l'achat d'un prêt hypothécaire. J'y reviendrai dans un instant.

Ces frais entreront en vigueur le 1er septembre. Pour le refinancement d'un solde de 500 000 \$, les frais s'élèveront à 2 500 \$. Ce n'est pas la fin du monde. Les prêteurs hypothécaires paient ces frais aux EGE, mais ils essaient d'en répercuter au moins une partie sur l'emprunteur. Les frais seront appliqués aux prêts hypothécaires avec ou sans remboursement.

Qui a profité du boom des refi et qui en assume le risque ?

Jeudi, 20 groupes de pression représentant le secteur des prêts hypothécaires et de l'immobilier - dont la Mortgage Bankers Association (MBA), la National Association of Realtors (NAR) et la National Association of Home Builders (NAHB) - ont répondu par une lettre dans laquelle ils s'opposent à cette taxe, parce qu'elle menacerait "les améliorations naissantes, mais instables, de l'économie nationale" et augmenterait les coûts de refi, ce qui serait "particulièrement préjudiciable pour les propriétaires à faible et moyen revenu de notre nation" et serait donc "en contradiction avec la politique de la Fed et la saperait". "

Il s'avère que ces 20 groupes de pression ne représentent que leurs clients dans le secteur des prêts hypothécaires et de l'immobilier - banquiers spécialisés dans les prêts hypothécaires, courtiers en prêts hypothécaires, courtiers en immobilier, constructeurs de maisons et autres. Et ces clients ont tous énormément profité du boom des refi que les taux hypothécaires, qui ont chuté de près d'un point de pourcentage depuis janvier, ont provoqué.

Et aucun des clients de ces groupes de pression ne supporte les risques de ces prêts hypothécaires refi. Les EGE - Fannie Mae et Freddie Mac - assument ces risques, et en fin de compte le contribuable.

Cela a ensuite déclenché deux contre-attaques du centre de logement de l'American Enterprise Institute, envoyées par courrier électronique jeudi et vendredi.

"Le Housing Lobby a décrit l'imposition par les EGE d'une nouvelle taxe d'ajustement du marché de ½-point pour compenser le risque sur les prêts de refinancement comme : "scandaleux", "une ponction sur les liquidités" et "basé sur la jalousie, l'avidité et le dédain". Rien n'est plus éloigné de la réalité", a déclaré la première déclaration de l'AEI.

Selon l'AEI, les EGE sont déjà en train de s'acharner sur des prêts hypothécaires de type "refi" :

- "La part des EGE sur l'ensemble du marché du refinancement des cash-out est maintenant de 90 %, contre environ 75 % au début de 2020." C'est dire à quel point ils sont exposés.
- "La part des EGE sur l'ensemble du marché du refinancement des taux et des échéances est maintenant de 80 %, contre environ 63 % au début de 2020".
- "Récemment, le volume combiné des encaissements et des blocages de taux et de refinancement à terme a plus que doublé par rapport à l'année précédente." C'est dire à quel point le marché des refi a explosé sous l'effet des taux d'intérêt historiquement bas.

La part de marché des refi de la FHA, de la VA et des prêteurs du secteur privé est en baisse parce qu'ils "ont resserré de manière appropriée les normes de crédit", a déclaré l'AEI. Les EGE ont également resserré leurs normes, mais "cela n'a pas suffi à ralentir l'augmentation massive de leur part et de leur volume".

"L'histoire du crédit hypothécaire nous apprend que prêter dans le vide est dangereux, et rien n'indique plus qu'une augmentation massive de la part de marché par rapport à ses concurrents", a déclaré l'AEI.

"La nouvelle taxe d'ajustement du marché de ½-point est non seulement appropriée, mais cela aurait été un dérapage de la surveillance réglementaire de ne pas avoir pris de mesures", a déclaré l'AEI.

Les risques de refis sont élevés car la "valeur" d'une maison peut être fantaisiste.

Un prêt hypothécaire à taux fixe sur 30 ans, entièrement documenté, avec un ratio prêt/valeur de 65 % - ce qui signifie que le montant du prêt est égal à 65 % de la "valeur" de la maison, laissant apparemment beaucoup de "fonds propres", donc un risque apparemment très faible - a la même propension à la défaillance sous tension que des prêts hypothécaires d'achat similaires avec un ratio prêt/valeur de 91 %-95 %.

En d'autres termes, les refis apparemment peu risqués sont aussi risqués que les prêts hypothécaires à l'achat à risque beaucoup plus élevé ; et par rapport aux prêts hypothécaires à l'achat avec des paramètres équivalents, les refis sont beaucoup plus risqués.

"Et les EGE garantissent actuellement les prêts d'encaissement jusqu'à 80% de la valeur du prêt", a déclaré l'AEI.

La raison principale pour laquelle les refis sont beaucoup plus risqués que les prêts hypothécaires à l'achat est le simple fait qu'il n'y a pas de transaction sans lien de dépendance et pas de prix d'achat sans lien de dépendance qui détermine la valeur de la maison.

Cela se résume à cette question, a déclaré l'AEI : "Quelle doit être la valeur de votre entreprise ?"

Pas d'évaluation, pas de problème.

Ce risque d'évaluation a encore été accru par le recours accru aux "dispenses d'évaluation automatisées" que les EGE utilisent pour décider quand aucune évaluation n'est nécessaire. Il n'y a donc plus de transaction dans des conditions de pleine concurrence, ni même d'évaluation.

"Étant donné que cet outil est intégré dans les systèmes de souscription automatisés (AUS) des EGE et qu'un prêt peut être soumis plusieurs fois, ce système est sujet à des jeux. Nous avons vu cela se produire avec les dispenses de documentation sur les revenus dans les années 2000", a déclaré l'AEI.

"Les systèmes automatisés permettent de distribuer beaucoup plus rapidement sur le marché les règles de souscription basées sur le système et les informations sur les prix des maisons", a déclaré l'AEI. "Compte tenu de la part de marché de 60 % des EGE, il serait difficile de concevoir un système qui alimente mieux la demande de refinancement et le risque".

"Pourtant, comme les AUS de l'an 2000, l'utilisation à grande échelle par les EGE de dérogations à l'évaluation automatisée n'a pas été testée dans un cycle descendant", a déclaré l'AEI. "Dans les années 2000, nous avons finalement découvert qu'ils avaient tellement tort, que pratiquement tous les marchés locaux ont été soumis à de sévères corrections des prix de l'immobilier, comme on n'en avait pas vu depuis la Grande Dépression".

Les ventes au détail par catégorie de détaillants montrent comment les Américains se sont adaptés à la pandémie et à une situation financière très, très particulière. En 12 tableaux de type "Whiplash-Inducting Charts".

A qui profite la crise du Covid ...

août 18, 2020 1 Par MICHEL SANTI



... et pourquoi est-ce toujours les mêmes qui sont les dindons de la farce?



Crash du logement 2 : nous n'avons jamais vu les retards de paiement des prêts hypothécaires augmenter aussi rapidement dans l'histoire des États-Unis

par Michael Snyder le 17 août 2020



Si nos chiffres économiques devaient s'améliorer de manière substantielle, il serait temps que cela se produise maintenant. La pandémie COVID-19 semble avoir atteint un plateau pour le moment, les troubles civils dans nos grandes villes ont été réduits à un grondement sourd, et des millions d'Américains qui avaient perdu leur emploi au départ sont maintenant retournés au travail. Si nous voulons avoir quelques lueurs d'espoir pour l'économie, c'est à ce moment que nous devrions les voir, car l'environnement ne semble pas prometteur une fois l'été terminé. Malheureusement, les chiffres que nous continuons d'obtenir continuent de contredire directement l'histoire selon laquelle une quelconque "reprise" est en cours. En fait, l'Association des banquiers hypothécaires rapporte que le taux de défaillance sur les prêts hypothécaires résidentiels a grimpé de 386 points de base au cours du dernier trimestre...

Le taux de défaillance des prêts hypothécaires sur les propriétés résidentielles de un à quatre logements a augmenté pour atteindre un taux corrigé des variations saisonnières de 8,22 % de tous les prêts en cours à la fin du deuxième trimestre 2020, selon l'enquête nationale sur la défaillance de la Mortgage Bankers Association (MBA).

Le taux de délinquance a augmenté de 386 points de base par rapport au premier trimestre 2020 et de 369 points de base par rapport à l'année précédente.

Quand j'ai vu ce chiffre pour la première fois, j'ai eu du mal à y croire.

386 points de base en un seul trimestre ?

Je n'avais jamais entendu parler d'un tel carnage auparavant, et l'Association des banques hypothécaires nous dit que c'était "la plus forte hausse trimestrielle" dans l'histoire de leur enquête...

"Les effets de la pandémie COVID-19 sur la capacité de certains propriétaires à effectuer leurs paiements hypothécaires ne pourraient être plus apparents. Le bond de près de 4 points de pourcentage du taux de

délinquance a été la plus forte hausse trimestrielle dans l'histoire de l'enquête du MBA", a déclaré Marina Walsh, vice-présidente de l'analyse industrielle du MBA.

Le taux de défaillance sur les prêts de la FHA est particulièrement inquiétant.

Au cours du premier trimestre, le taux de défaillance sur les prêts FHA était de 9,7 %, mais à la fin du deuxième trimestre, ce chiffre avait grimpé à 15,7 %...

Aujourd'hui, alors que le barrage des impayés hypothécaires s'est encore effondré, l'administration fédérale du logement a signalé que ses prêts hypothécaires, qui représentent la voie abordable vers l'accession à la propriété pour de nombreux primo-accédants, minorités et Américains à faibles revenus, ont maintenant le taux d'impayés le plus élevé depuis au moins quatre décennies.

La part des prêts en souffrance de la FHA est passée à 15,7 % au deuxième trimestre, soit une hausse énorme de 60 % par rapport aux 9,7 % des trois mois précédents et le niveau le plus élevé jamais enregistré depuis 1979, a déclaré lundi l'Association des banques hypothécaires. En comparaison, le taux de défaillance pour les prêts conventionnels était de 6,7%.

Nous n'avons jamais rien vu de tel auparavant, et ces chiffres semblent indiquer que nous nous dirigeons vers une crise qui sera encore pire que l'effondrement des prêts hypothécaires à risque dont nous avons été témoins lors de la dernière récession.

Bien sûr, la raison pour laquelle il y a tant de défauts de paiement est que des dizaines de millions d'Américains ont perdu leur emploi en 2020.

Selon le MBA, les taux de défaillance sur les prêts hypothécaires augmentent le plus rapidement dans les États où les pertes d'emploi ont été les plus sévères...

Les retards de paiement des prêts hypothécaires sont étroitement liés à la disponibilité des emplois. Les cinq États qui ont enregistré les plus fortes augmentations trimestrielles des taux de défaillance sont le New Jersey, le Nevada, New York, la Floride et Hawaï, tous avec une prévalence des emplois de loisirs et d'hôtellerie qui ont été particulièrement touchés par la pandémie COVID-19.

Le moyen le plus rapide de remédier à cette crise naissante serait de remettre au travail le plus rapidement possible des millions de nouveaux chômeurs américains, et récemment, on a pu constater une modeste amélioration des chiffres de l'emploi.

Toutefois, il devient très clair que des millions et des millions d'emplois perdus pendant cette pandémie ne seront jamais retrouvés. En fait, une enquête récente a révélé que près de la moitié des travailleurs qui ont été licenciés pendant cette pandémie considèrent maintenant que leurs pertes d'emploi sont permanentes...

En avril, environ 2 ménages sur 10 ayant perdu leur emploi considéraient leur licenciement comme permanent, tandis que la majorité restante pensait qu'ils retrouveraient leur ancien emploi dans les mois à venir. Aujourd'hui, alors que les États ont bloqué ou annulé leurs plans de réouverture et que l'épidémie de coronavirus s'aggrave, près de la moitié des chômeurs pensent que leur emploi ne reviendra pas, selon un sondage de l'Associated Press-NORC Center for Public Affairs Research.

Cela signifie que des millions et des millions d'Américains continueront à ne pas pouvoir payer leurs emprunts hypothécaires et qu'une vague massive de saisies immobilières est à prévoir dans les mois à venir.

Il va sans dire que ce ne sera pas une période heureuse pour notre nation.

En attendant, de plus en plus d'entreprises font faillite chaque jour.

Par exemple, nous venons d'apprendre que pas moins de 300 pizzerias vont "fermer définitivement"...

Jusqu'à 300 restaurants Pizza Hut devraient fermer définitivement suite à la faillite de l'un des plus grands franchisés de la chaîne.

NPC International, qui a déposé une demande au titre du chapitre 11 en juillet, a annoncé lundi un accord avec le propriétaire de Pizza Hut, Yum ! Brands (YUM) de Pizza Hut pour fermer environ un quart de ses restaurants et vendre le reste des emplacements. Les restaurants spécifiques et le calendrier n'ont pas encore été déterminés, mais NPC a déclaré qu'une "majorité substantielle" des endroits touchés ont des salles à manger.

C'est une grande tragédie pour ceux d'entre nous qui aiment la pizza, car parmi toutes les grandes chaînes de pizzas du pays, aucune ne fait de meilleure pizza que Pizza Hut.

Et oui, je suis très sérieux.

Dès que j'ai pu marcher, mes parents ont commencé à m'emmener chez Pizza Hut, et depuis, je savoure leur pizza.

Malheureusement, je n'habite pas à proximité d'une pizzeria aujourd'hui, et je n'ai donc plus l'occasion de goûter à leur pizza très souvent.

En tout cas, beaucoup d'autres entreprises vont agiter le drapeau blanc dans les mois à venir. La tourmente économique est l'un des piliers de la "tempête parfaite" qui s'abat actuellement sur nous, et après cette accalmie actuelle, nos problèmes économiques vont recommencer à s'accélérer.

Malheureusement, la plupart des Américains ne comprennent tout simplement pas ce qui se passe.

La plupart des Américains semblent encore penser que tout va bien se passer d'une manière ou d'une autre.

Ce dont ils ne se rendent pas compte, c'est que tout le système commence à se détendre progressivement et que les choses vont devenir vraiment moches à mesure que nous poursuivrons sur cette voie.



Le plus grand crime contre l'humanité depuis deux siècles

By [George Gilder](#) Posted August 14, 2020



Aujourd'hui, John Tamny, la star libertaire de Real Clear Markets de Forbes, a publié un tract dévastateur, à paraître dès que possible, intitulé **When Politicians Panicked : The New Coronavirus, Expert Opinion, and a Tragic Lapse of Reason.**

En citant des noms et en décrivant le carnaval sans fin de l'exagération scandaleuse, Tamny montre clairement que le gouverneur Baker n'est que l'un des nombreux gouverneurs déments qui se délectent du pouvoir comme un Charlie Chaplin Fuhrer pendant cette folie médiatique.

Tamny n'est pas très intéressée par les données de COVID-19, si ce n'est pour écarter le drame du virus comme un événement épidémique parmi tant d'autres au cours des siècles. Il tourne en dérision l'appel à poursuivre le confinement jusqu'à l'arrivée des vaccins. Il cite Holman Jenkins du Wall Street Journal :

"Il n'y avait pas de vaccins contre la grippe asiatique de 57 [qui a causé 70 000 décès aux États-Unis, dont de nombreux jeunes (presque l'équivalent des décès dus au COVID-19 ajustés en fonction de la population)], ni contre la grippe de Hong Kong de 68 ou la grippe espagnole de 1918 [50 millions de décès dans le monde]. Elles n'ont jamais été "guéries". Ils ont pris fin lorsque les gens ont décidé d'accepter l'existence du virus et de s'y adapter".

Rien n'apporte de réponse aux données sur les décès toutes causes confondues qui montrent que le COVID a été un événement insignifiant en termes médicaux, avec quelque 300 000 vies perdues, l'âge moyen étant supérieur à 80 ans, face à quelque 58 millions de décès toutes causes confondues dans le monde en 2019. Selon l'Imperial College of London, les décès dus à la COVID seront nettement moins nombreux en 2020 que les quelque 1,4 million de nouveaux décès dus à la tuberculose, qui résulteront des mesures de confinement et des distorsions hospitalières de la COVID.

Comme le souligne Tamny, la relative banalité de COVID-19 était déjà évidente le 18 mars 2020, lorsque Fred Smith, le vénérable PDG fondateur de FedEx, a été interviewé par Bret Baier de Fox News.

Smith a mené des opérations de grande envergure dans l'épicentre du virus à Wuhan, en Chine, et 907 employés y ont travaillé, livrant des colis pendant des semaines dans toute la ville sinistrée. Tous les employés ont été testés pour le virus et seuls quatre d'entre eux se sont révélés positifs. Sur ces quatre, deux se sont révélés être de faux positifs. Aucun des employés de FedEx n'a été exceptionnellement malade et tous se sont rétablis.

conclut Tamny : "Que les employés de Smith's Wuhan aient été largement épargnés par la propagation du virus, et qu'aucun d'entre eux n'en soit mort, est un signal de marché raisonnable qui remonte à plus de deux mois (et

même beaucoup plus longtemps) et qui discrédite la létalité présumée du COVID-19. COVID semble principalement menacer les personnes déjà mourantes et les médecins qui s'exposent de manière répétée à une attaque virale dépendante de la charge.

Comment une personne dotée d'un cerveau peut-elle croire que les verrouillages font le moindre bien alors qu'il est prouvé à l'échelle mondiale que le virus l'ignore (et que les masques vous rendent malade).

Comme le montrent de façon concluante Jay Richards, le statisticien de Cornell William Briggs et le biologiste Doug Axe dans leur nouveau livre, *The Price of Panic*, publié en octobre, et les chercheurs du Programme spatial israélien en avril, l'épidémie n'est absolument pas affectée par les confinements.

En l'absence de mesures de confinement, par exemple, la Suède n'a pas fait pire que la moyenne européenne en termes de décès et n'a subi qu'une baisse de 1,5% de son PIB, contre 35% pour la Suède.

"Il n'y a pas la moindre signature dans les données sur les effets du confinement", comme le rapporte M. Richards. Les lockdowns ne sont qu'un abus économique de soi, ce qui est bien sûr l'activité prurigineuse favorite des gauchistes et explique peut-être leur affection pour les masques.

Ce que nous avons subi est une prise de pouvoir flagrante et peut-être criminelle et certainement anticonstitutionnelle de la part des politiciens. Qu'ils soient simplement stupides ou démagogiques ou qu'ils soient guidés par les sondages ou par un média malicieusement politique, les politiciens de Trump on down ont tout simplement fait une bétise comme aucune autre dans l'histoire de la politique publique.

"L'histoire vraie", écrit Tamny, "indiquera que ce qui s'est passé en 2020 a été une débâcle mondiale... La réaction des sondages... a constitué le plus grand crime contre l'humanité [en deux siècles]. Lorsque les politiciens ont paniqué, ceux qui en avaient le moins souffert de manière inimaginable..."

Selon une étude de l'ONU qu'il cite, quelque 285 millions de personnes pourraient mourir de faim [à cause] "d'une classe moyenne supérieure américaine qui prenait des décisions pour tout le monde et pour qui les fermetures n'étaient qu'un inconvénient ou des vacances".

"Mettre cela sur le compte du coronavirus, c'est excuser l'ineptie qui est la norme lorsque le savoir décentralisé combiné de millions et de milliards d'humains est ignoré au profit du savoir centralisé et très limité de très peu de politiciens, et encore moins d'experts".

"En nous privant de notre liberté de vivre et de travailler comme nous le voulions... les politiciens ont étouffé la création de richesse ainsi que les informations nécessaires pour nous sauver des maladies et de la mort apportées par le virus. C'était] tragique... La norme des experts a remplacé la norme du marché..."

Tamny comprend l'économie avec un regard intuitif et étrangement contradictoire qui dépasse tous les fantasmes macroéconomiques des économistes conventionnels. Il souligne :

"Si le virus avait été mortel, le verrouillage aurait eu encore moins de sens... Le plus grand ennemi de la vie est la pauvreté." Le confinement ne fait qu'engendrer la pauvreté sans soulager la maladie d'aucune façon.

"Ne combattons plus jamais la maladie en prenant la liberté et la richesse si essentielles à la connaissance, à la prospérité et, par extension, à la vie elle-même."

Comme le déclare Jeffrey Tucker, de l'Institut américain de recherche économique : "Ce pays a besoin d'un mouvement anti-blocage sérieux, qui ne soit pas seulement politique mais aussi culturel et intellectuel, qui soit profondément instruit en histoire, philosophie, droit, économie et toutes les sciences, et qui puisse se rallier aux postulats civiques américains traditionnels concernant la liberté individuelle et les limites des gouvernements, et aussi aux principes universels des droits de l'homme. Si la liberté signifie quelque chose, c'est que nous ne sommes pas enfermés".

Tamny nous offre un livre héroïque juste à temps. Nous ne souffrons pas d'une crise médicale, mais d'une crise politique, économique et institutionnelle. Nous avons subi un vaste effondrement des normes morales, éducatives, intellectuelles et journalistiques. Tamny raconte cette histoire mieux que quiconque. Tous devraient lire son histoire choquante.

Mais pourquoi diable le président Trump a-t-il accompagné le défilé suicidaire de la gauche, en portant même un masque ridicule et pathétique avec le vice-président Pence ?

Je suis sincèrement et complètement déconcerté. Il est peut-être vrai que les gauchistes chérissent tellement leur COVID-coup global qu'ils ne peuvent pas voir le monde réel du tout. Mais pourquoi Trump and Pence ? S'agit-il simplement de vieux hommes cinglés qui suivent les ordres des médecins ? Et les clowns accrédités qui les entourent sont-ils simplement hallucinogènes et aveugles aux données qui prouvent qu'il n'y a pas de crise ?

Les politiciens mentent-ils délibérément pour préserver leurs pouvoirs hypertrophiés face à leur erreur catastrophique ? Je ne le pense vraiment pas, mais comment expliquer autrement leurs édits de folie du pouvoir ? Ou le nouvel appel du Docteur Fauci pour des lunettes obligatoires ? Les masques ne suffisent pas ! Ou bien ces tyrans pompeux sont-ils criminellement crédules et stupides ?

Je soupçonne que tout cela n'est qu'une préparation non coordonnée mais sans faille à une répétition au nom du changement climatique. Nous devons nous rappeler que la crise est la santé de l'État, et des statistiques.

Et si nous voulons l'emporter dans ces conditions, nous devons récompenser les entreprises du monde entier qui, face au risque et à la folie, poursuivent courageusement l'effort humain.

La Grande révolus

rédigé par [Bruno Bertez](#) 18 août 2020

Après la Grande dépression de 1929, la Grande récession de 2008... l'heure de la Grande révolus – la crise ultime – a-t-elle sonné en ce début de XXIème siècle ?



Mes analyses, mes réflexions et mes commentaires n'ont d'intérêt que par leur cohérence originale, alternative. Ce sont des écrits qui se suivent. Ce sont des biens d'investissement, des biens d'équipement intellectuels, pas des consommables. Pas des savonnettes.

Ils ne s'usent pas quand on s'en sert, ils prospèrent et enrichissent.

L'une de mes idées de base – idée qui fait le soubassement de mon cadre analytique – est que le symptôme de la crise, son mode d'apparaître, [c'est le surendettement](#). Il a montré le bout de son nez en 2008 mais s'est amplifié, diversifié et approfondi depuis.

L'origine c'est le manque de profit capitaliste, l'endettement ayant pour fonction de masquer ce problème de profitabilité. Je le rappelle mais je ne vais pas redémontrer que la Terre est ronde, n'est-ce pas ?

L'ultime bulle

Je résume pour ceux qui ont envie de travailler :

Crise du profit = besoin de produire de la dette = accumulation des dettes = excès de dettes = surendettement = tendance à la chute de la valeur des dettes = besoin que la banque centrale et l'Etat soutiennent la valeur des dettes sur les marchés = besoin que le bilan de la banque centrale grossisse sans cesse = besoin que l'Etat s'endette sans cesse afin de permettre le gonflement du bilan de la banque centrale et de créer assez de collatéraux pour alimenter le refinancement du système sur les marchés de gros de refinancement du système bancaire et du *shadow banking*.

Ouf !

Rien que ce paragraphe justifierait non pas un livre, mais tout une collection qui essaierait de comprendre comment fonctionne la finance moderne.

Pour faire court, le système a besoin que le gouvernement s'endette toujours plus. Il a besoin d'un actif de base sûr. Il a besoin, si vous voulez, d'une bulle mère de [toutes les bulles](#).

La première et la dernière, l'ultime Bulle du système, c'est celle des fonds d'Etat.

Et la chute du système interviendra quand la bulle des fonds d'Etat ne pourra plus être gonflée, quand la pompe à produire du crédit de base, du crédit souverain calera.

Ce sera alors ce que j'appelle la Grande révolus, la vraie : pas celle de 2008, de septembre 2019 ou de mars 2020 – ce sera la vraie, le coeur sera touché.

Venons-en au fait, aux faits

Attention, je ne suis pas catastrophiste. Je veux simplement attirer votre attention et vous montrer que les marchés du sans-risque, les marchés dits "refuges", peuvent eux aussi subir des chocs. Ceci montre qu'ils sont vulnérables. C'est, si vous voulez, un avertissement.

Une enchère ratée a vu les rendements des bons du Trésor US à 30 ans bondir de 21 points de base (pbs) la semaine dernière, à 1,45%.

C'est un sommet de clôture de près de sept semaines.

Les rendements des bons du Trésor à 10 ans ont bondi de 14 pbs à 0,71%, tandis que les rendements des MBS de référence ont augmenté de 17 pbs à 1,38%.

Mais qu'en est-il en principal, en capital, en dollars ? L'ETF iShares 20+ Year Treasury Bond (TLT) a perdu 3,9% pour la semaine écoulée.

Une soi-disant “valeur refuge” qui perd près de 4% en une seule semaine, est-ce vraiment une valeur refuge ?

Bien sûr, les rendements des bons du Trésor pourraient rebaisser même par rapport aux niveaux historiquement bas actuels. Mais cette semaine a confirmé que le rapport risque/récompense sur les obligations du Trésor n'est pas forcément attrayant.

Continuons.

Les sociétés et les émergents aussi...

Les obligations de sociétés, les obligations *corporate*, ont quelque peu surperformé mais elles ont néanmoins enregistré des pertes sur la semaine passée. L'ETF FNB iShares Investment Grade Corporate Bond (LQD) a chuté de 2,4% et l'ETF iShares High Yield Corporate Bond (HYG) a reculé de 1,3%.

Nous verrons si le mouvement continue cette semaine et produit un ralentissement des flux “d'argent” qui se déversent dans les fonds obligataires.

Peut-être plus important encore, la spectaculaire euphorie sur les obligations des émergents s'est arrêtée brutalement la semaine dernière.

Les rendements à 10 ans du Brésil ont bondi de 51 pbs à 7,27% ; ils se négociaient aux rendements les plus élevés depuis avril.

Les obligations en monnaie locale d'Europe de l'Est ont subi une pression notable, avec des rendements en hausse de 30 pbs en Roumanie, 16 pbs en Hongrie et 11 pbs en République tchèque.

Les rendements à 10 ans de l'Inde ont augmenté de 11 points de base à 5,95%, le plus haut depuis mai.

Les rendements des marchés émergents libellés en dollars se sont également brusquement redressés.

Les taux à 10 ans du Brésil ont bondi de 25 pbs à 3,61%, les rendements du Mexique en hausse de 23 pbs à 2,93%, les rendements russes de 10 pbs à 2,16% et les rendements indonésiens de 10 bps à 2,12%.

La hausse des rendements est donc un phénomène mondial.

Non à la contrefaçon !

rédigé par [Bill Bonner](#) 18 août 2020

Nombre de gens se sentent floués par le système actuel – mais ils ne veulent pas comprendre les raisons des déséquilibres... et seraient probablement contre les mesures nécessaires pour rétablir l'équité.



Nous avons appris la semaine dernière que les républicains et les démocrates sont toujours “à 1 000 milliards de dollars de distance” dans leurs négociations.

Les deux partis sont en faveur d’une “relance”. En d’autres termes, tous deux sont pour prendre plus d’argent aux gens qui l’ont gagné afin de le donner à ceux qui ne l’ont pas gagné.

Ils marchandent simplement le prix.

Il y a de nombreuses manières d’arnaquer les gens, cependant. La bonne chose, concernant la contrefaçon pratiquée par les autorités, c’est qu’elle ressemble plus à une arnaque en col blanc qu’à un hold-up dans une épicerie de quartier mal famé. Souvent, les victimes ne s’aperçoivent jamais qu’elles ont été escroquées.

C’est pour cela que les mesure de “relance” sont aussi populaires. Les électeurs voient l’argent arriver – ils ne voient pas d’où il vient.

Une solution simple

[Hier](#), nous avons examiné les raisons pour lesquelles la doctrine “manger les riches” va sans doute gagner du terrain. Les autorités ont corrompu l’économie entière – et la société entière – avec leur fausse monnaie, leurs taux d’intérêt factices... et les milliers de milliards de dollars accordés à l’industrie financière.

Ces taux d’intérêt factices ont augmenté la dette et divisé les taux de croissance par deux. Ils ont aussi déformé l’économie, qui a quitté le réel (où la plupart des gens gagnent leur vie) pour se concentrer sur l’industrie financière (où les 10% les plus riches de la population possèdent près de 90% des actifs).

Cette “financiarisation” a permis aux riches de [devenir plus riches](#), mais elle a rendu la majorité des gens (relativement) plus pauvres.

Les gens ne comprennent pas comment cela fonctionne. Ils ne *veulent* pas comprendre.

Mais ils se sentent floués. Nombre d’entre eux veulent leur revanche.

La solution, comme nous le disions hier, est très simple : il suffirait de dire non au factice et au vol. Non à la relance. Non aux déficits. Non au soutien de la Fed à Wall Street. Non à la contrefaçon.

Une simple vérité

Si M. Trump voulait vraiment “rendre sa grandeur à l’Amérique” et s’il avait la moindre idée de ce qu’il se passe réellement, il aurait une petite discussion avec les électeurs américains pour tout leur expliquer.

Il les regarderait dans les yeux et leur dirait la vérité : imprimer de l’argent ne leur apporte pas la moindre nouvelle richesse ; cela ne fait que la transférer de ceux qui l’ont gagnée vers ceux qui ne l’ont pas gagnée. Il leur dirait aussi que chaque sou de richesse réelle distribué par le gouvernement doit tôt ou tard venir de leurs propres poches.

Il décrirait de quelle façon le capitalisme américain a été perverti par la fausse monnaie. Il montrerait comment l’impression monétaire a ralenti l’économie... et transféré des milliers de milliards de dollars de richesse réelle vers les gens qui en ont le moins besoin – les riches.

Il n’y a que deux sortes de monnaies : la vraie [et la fausse](#) (que le président n’hésite pas à s’inspirer de nos *Chroniques* pour aider les électeurs à comprendre...).

La vraie monnaie est créée en fournissant de vrais biens et services aux autres. Traditionnellement, elle est représentée par des jetons d’or et d’argent... ou par des morceaux de papier adossés à l’or ou à l’argent-métal.

Supprimez l’or ou l’argent et il ne vous reste que des morceaux de papier – qui peuvent être imprimés dans la quantité choisie par les autorités... quelle que soit la richesse réelle concernée... et utilisés pour tous les desseins idiots qu’elles souhaitent.

Il y a 40 ans, Paul Volcker – alors président de la Fed – a tenu bon. Au lieu d’imprimer plus de fausse monnaie, il en a imprimé moins... [sauvant ainsi le système de fausse monnaie](#).

Cependant, historiquement – du moins depuis le règne de l’empereur romain Néron –, la tentation de créer “trop” de fausse monnaie a toujours été irrésistible.

Les dirigeants d’aujourd’hui – où qu’ils soient – sont faits d’un métal plus fragile que Volcker ; ils plient facilement. Confrontés à une “crise”, ils ne relèvent pas le défi – ils le rabaissent.